

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2101

17 août 2015

SOMMAIRE

Alma Capital Investment Management	100807	Kensington UK Office Propco S.à r.l.	100838
Annagab S.A.	100802	LaSalle Paris Office Ventures 1 S.à r.l.	100827
Atalian Europe S.A.	100813	Les Lingeries Classiques	100832
BS Development S.A.	100848	LPOV Holdings 1 S.à r.l.	100827
Cockspur S.A., SPF	100846	LYXOR Synopsis Fund	100832
Feri IV GP S.à r.l.	100808	Placements Financiers et Industriels S.A.	100803
FINN S.A.	100808	Prime Investment Limited S.A.	100804
Foresight Luxembourg Solar 4 S.à r.l.	100808	PRO.FO.MIC S.A.	100804
Garrick Lux S.à r.l.	100808	Pylos Luxembourg S.A.	100803
Gas Maritime Partners S.à r.l.	100848	Q Alloy S.à r.l.	100804
Gespart S.A.	100809	Romark SCS	100812
Glanbia Luxfin S.A.	100807	Sedco Capital Global Funds	100824
Glenn Arrow II Properties S.à r.l.	100821	Sirius Elmore	100806
Glenn Arrow Properties S.à r.l.	100821	Sit Europe S.à r.l.	100805
Golda S.A., S.P.F.	100806	Stores Concept S.à r.l.	100807
Golda S.A., S.P.F.	100806	Techni-Lux Agencement S.à r.l.	100825
Gorey S.à r.l.	100810	The Luxembourg Freeport Real Estate S.A.	100806
Hestia Group - FIS	100805	Twintec International S.A.	100832
Holding Européenne d'Inventions S.A.	100805	UBS ETF	100820
iMMMMo S.A.	100803	UBS Luxembourg Sicav	100809
Impermanence	100802	VANSTAR Lux S.A.	100809
Infiniti Gaming International S.à r.l.	100805	Welo Soparfi S.à r.l.	100803
Innovatrust S.à r.l.	100802	WX Budget Hotel Holding S.A.	100803
Investline S.A.	100804	YEKTA s.à r.l.	100802
Iunius	100802		

Iunius, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9990 Weiswampach, 79, Duarrefstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 165.214.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015092222/9.

(150103752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Innovatrust S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9779 Eselborn, 20, op der Sang.

R.C.S. Luxembourg B 122.580.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Eselborn, le 16 juin 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015092208/10.

(150104031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Impermanence, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8521 Beckerich, 27, Huewelerstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 136.655.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015092204/10.

(150103156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

YEKTA s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3510 Dudelange, 5, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 170.165.

Il résulte d'une assemblée générale extraordinaire tenue en date du 15 juin 2015 que le siège social de la société est transféré à L-3510 Dudelange, 5, rue de la Libération.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juin 2015.

Pour YEKTA s.à r.l.

Référence de publication: 2015095754/12.

(150105475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

Annagab S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 183.454.

Les comptes annuels audités au 31 décembre 2014, ainsi que les informations et documents annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2015.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015095818/13.

(150106232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

Welo Soparfi S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1651 Luxembourg, 17, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 189.051.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015095740/9.
(150105264) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

WX Budget Hotel Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 134.148.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015095746/10.

(150105467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

iMMMMo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9012 Ettelbruck, 43, avenue des Alliés.
R.C.S. Luxembourg B 143.063.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015095801/10.

(150106250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

Placements Financiers et Industriels S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 77.213.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 17 juin 2015.

Pour statuts coordonnés

Référence de publication: 2015098606/11.

(150108944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Pylos Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 125.877.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en date du 17 juin 2015

L'assemblée prend note du changement d'adresse suivant:

- Ramko Sprl, administrateur de catégorie B: 51, Groenstraat, B-1702 Groot-Bijgaarden et son représentant permanent, Monsieur Edward De Nève, lui aussi domicilié au 51, Groenstraat, B-1702 Groot-Bijgaarden.

Luxembourg, le 22 juin 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2015098612/14.

(150108358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

PRO.FO.MIC S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 68.469.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PRO.FO.MIC. S.A.

Référence de publication: 2015098609/10.

(150108775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Prime Investment Limited S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 4, avenue J.-P. Pescatore.
R.C.S. Luxembourg B 124.196.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PRIME INVESTMENT LIMITED S.A.

Société anonyme

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2015098608/12.

(150107974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Q Alloy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 197.409.

Il résulte d'une décision de l'associé unique de la Société prise en date du 21 juin 2015 (la «Résolution»), que M. Alexander Brian Armstrong a démissionné avec effet immédiat de son mandat de gérant de catégorie B de la Société.

Il résulte de cette même Résolution que M. Bernard Barbour, né le 16 novembre 1970 à Beyrouth (Liban), avec adresse professionnelle au Tornado Tower, Doha, Qatar a été nommé gérant de catégorie B à compter du 21 juin 2015 pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Q Alloy S.à r.l.

Référence de publication: 2015098613/15.

(150108802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Investline S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 122.683.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Par jugement rendu en date du 21 mai 2015, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, déclare closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme INVESTLINE S.A., dont le siège social à L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines, a été dénoncé en date du 23 décembre 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Jonathan BURGER

Le liquidateur

Référence de publication: 2015100514/17.

(150110867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

Infiniti Gaming International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 185.246.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015100494/9.

(150110598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

Sit Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5214 Sandweiler, 16, rue du Cimetière.

R.C.S. Luxembourg B 176.467.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015096320/10.

(150106645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

Hestia Group - FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1122 Luxembourg, 2, rue d'Alsace.

R.C.S. Luxembourg B 183.330.

Extract of the minutes of the Annual General Meeting dated June 25th, 2015

Re-appointment of the Authorised Independent Auditor, Deloitte Audit S.à r.l., for a new period of one year.

Suit la traduction française

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire daté du 25 Juin 2015

Renouvellement de Deloitte Audit S.à r.l. en tant que réviseur d'entreprises agréé indépendant, pour une nouvelle période de 1 an.

Pour Hestia Group-FIS

Référence de publication: 2015100487/14.

(150110373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

Holding Européenne d'Inventions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles De Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 62.738.

Décisions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 19 juin 2015

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide d'élire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2015 comme suit:

Conseil d'administration:

- La société CL Management S.A. société de droit luxembourgeois dont le siège social est au 20, Rue de la Poste, L-2346 Luxembourg;

- Monsieur Marco Gostoli résidant professionnellement au 2-8 Avenue Charles De Gaulle, L-1653 Luxembourg;

- Monsieur Benoît Dessy, résidant professionnellement au 2-8 Avenue Charles De Gaulle, L-1653 Luxembourg;

Commissaire aux comptes:

CAS Services S.A., société de droit luxembourgeois inscrite au registre du commerce sous le No 68168 dont le siège social est au 20, Rue de la Poste L-2346 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Citco C&T (Luxembourg)

Référence de publication: 2015100489/20.

(150110567) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

Sirius Elmore, Société Anonyme.

Siège social: L-1740 Luxembourg, 20, rue de Hollerich.
R.C.S. Luxembourg B 169.656.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 721 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015094721/9.
(150104385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

The Luxembourg Freeport Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2315 Senningerberg, Parishaff.
R.C.S. Luxembourg B 166.785.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015094745/9.
(150104857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

Golda S.A., S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 98.846.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.
Boulevard Joseph II
L-1840 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2015100476/13.

(150110404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

Golda S.A., S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 98.846.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 18 mai 2015:

Après en avoir délibéré, l'Assemblée Générale renomme:

- Monsieur Claudio TOMASSINI, avec adresse professionnelle au 40, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur;
- Monsieur Henri REITER, avec adresse professionnelle au 40, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur;
- Monsieur Jacques RECKINGER, avec adresse professionnelle au 40, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur.

Leurs mandats respectifs prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2020.

L'Assemblée Générale renomme comme commissaire aux comptes:

- FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG, société anonyme, 38, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2020.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.
Boulevard Joseph II
L-1840 Luxembourg

Référence de publication: 2015100475/23.

(150110403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

Alma Capital Investment Management, Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 171.608.

Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration de la Société tenu le 12 juin 2015

En date du 12 Juin 2015, le Conseil d'Administration de la Société a décidé:

- «de renouveler le mandat de PricewaterhouseCoopers, ayant son siège social au 400 route d'Esch à L-1471 Luxembourg, en qualité de réviseur d'entreprises agréé. Ce mandat viendra à échéance lors de la prochaine Assemblée Générale qui se tiendra en 2016»

Fait à Luxembourg, le 25 Juin 2015.

Pour extrait certifié conforme

Référence de publication: 2015099163/14.

(150109656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Glanbia Luxfin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 157.174.

Lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 13 mai 2015, l'actionnaire unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Ingrid Moinet, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat d'administrateur-président, avec effet au 28 avril 2015 et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2014 et qui se tiendra en 2015;

2. Acceptation de la démission de Pascale Nutz, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat d'administrateur-président, avec effet au 28 avril 2015;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 juin 2015.

Référence de publication: 2015100439/16.

(150110817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

Stores Concept S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3895 Foetz, 5, rue de l'Avenir.

R.C.S. Luxembourg B 165.248.

EXTRAIT

Suite à une cession de parts dûment approuvée par les associés intervenue le 10 avril 2015, le capital social fixé à 30.000,- euros, représenté par 120 parts sociales, de valeur nominale de 250,- euros, entièrement souscrites et libérées, se répartit désormais comme suit:

Madame Nathalie CHANTRAINE	
Quarante parts sociales	40
Monsieur Raffaele PASQUARELLI	
Soixante parts sociales	60
Monsieur Emmanuel THIRY	
Vingt parts sociales	20
Total: Cent vingt parts sociales	120

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juin 2015.

Pour STORES CONCEPT S.à r.l.

Fiduciaire des P.M.E.

Société anonyme

Signatures

Référence de publication: 2015094732/24.

(150105067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

FINN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20A, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 152.171.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège social, le 26 juin 2015

L'assemblée générale extraordinaire accepte la démission de l'administrateur unique M. Stefan SELIGSON.

Référence de publication: 2015100426/9.

(150110670) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

Feri IV GP S.à r.l, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 187.595.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour FERI IV GP Sarl

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2015100420/11.

(150110600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

Foresight Luxembourg Solar 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 45.000,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68/70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 154.739.

Il est à noter que l'adresse des gérants Pamela Valasuo et Miranda Lansdowne se trouve désormais au 68-70, Boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juin 2015.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2015100408/14.

(150110347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

Garrick Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1748 Senningerberg, 6, rue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 188.429.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des décisions de l'associé unique adoptées par écrit le 17 juin 2015

L'associé unique de la Société a pris connaissance du rapport du commissaire à la liquidation.

L'associé unique de la Société a décidé d'approuver le rapport du liquidateur et les comptes de liquidation et a accordé décharge aux gérants, au liquidateur et au commissaire à la liquidation pour l'exercice de leur mandat respectif.

L'associé unique de la Société a décidé de clôturer la liquidation de la Société avec effet au 17 juin 2015.

Les livres et documents sociaux de la Société seront conservés au 6, rue Lou Hemmer, L-1748 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, pendant cinq (5) ans à compter de la date de publication de cette mention au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Garrick Lux S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015100436/20.

(150110945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

Gespart S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4176 Esch-sur-Alzette, 30, rue Jos Kieffer.
R.C.S. Luxembourg B 94.968.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GESPART S.A.
30, rue Jos Kieffer
L-4176 Esch-sur-Alzette
Signature

Référence de publication: 2015100470/13.

(150110700) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

VANSTAR Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 49, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 80.165.

Suivant la loi du 28.07.2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur, publiée au Mémorial A- N° 161 du 14 août 2014,

Le Conseil d'Administration décide de nommer:

la société «SOCIÉTÉ DE GESTION INTERNATIONALE S.à.r.l.», expert-comptable, située à L-4761 Pétange, 59 route de Luxembourg et inscrite au RCS sous le numéro B77606, dépositaire des titres au porteur de la société.

Caroline DIERICKX / Pascal WAGNER / Renée WAGNER-KLEIN
Administrateur délégué / Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015098757/14.

(150108517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

UBS Luxembourg Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 76.778.

The Board of Directors of UBS LUXEMBOURG SICAV (the "Fund") hereby informs the Shareholders of UBS Luxembourg SICAV - Opportunity about the following resolutions:

Liquidation of UBS Luxembourg SICAV - Opportunity

The Board of Directors of the Fund wishes to inform you of its decision to liquidate UBS Luxembourg SICAV - Opportunity (the "Sub-Fund") in accordance with the articles of incorporation and the sales prospectus per 31 August 2015 (the "Effective Date").

The liquidation is considered to be necessary as the total Net Asset Value of the Sub-Fund has fallen below the minimum level for each Shareholder invested in the Sub-Fund and no further investments can be expected so that the Sub-Fund may not further be operated in an economically efficient manner.

The shares of the Shareholder of the Sub-Fund will therefore be compulsorily redeemed at the Net Asset Value (taking into account accrued liquidation costs), calculated on 31 August 2015 for that purpose.

Please note that, from the date of this notice, the Sub-Fund will not accept any further subscriptions and the portfolio manager shall have the possibility to derogate from the investment policy.

Shareholders may continue to request redemption or conversion out of their shares of the Sub-Fund at the applicable Net Asset Value per share (taking into account accrued liquidation costs) calculated on the relevant Valuation Day until 31 August 2015.

Any amount remaining unclaimed by a Shareholder thereafter shall be deposited with the Caisse de Consignation.

Please note that Shareholders may be subject to taxation on their holdings in investment companies. Please contact your tax advisor in respect of any tax queries you may have as a result of this liquidation.

Luxembourg, 17 August 2015

For the Board of Directors

Référence de publication: 2015139344/755/27.

Gorey S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 122.650.

—
In the year two thousand and fifteen, on the nineteenth day of June at 9:00 am.

Before Maître Danielle KOLBACH, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of GOREY S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 15, Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of ten thousand six hundred twelve British Pound Sterling fifty pence (10,612.50 GBP) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (R.C.S. Luxembourg) (RCS) under number B 122.650 (the Company).

The Company has been incorporated on December 5, 2006 in Luxembourg by a deed of Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil Sociétés et Associations on February 23, 2007 under number 236 page 11295. The articles of association of the Company have been amended for the last time on October 22, 2013 by a deed of Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil Sociétés et Associations on December 12, 2013 under number 3159 page 151599.

There appeared:

CORNERSTONE CITY DEVELOPMENTS S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the RCS under number B 122.648 (the Sole Shareholder),

here represented by Mrs. Virginie PIERRU, notary's clerk, with professional address in L-8510 Redange-sur-Attert, 66, Grand-Rue, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed *in* varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this notarial deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as described above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. That the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company;

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Dissolution of the Company and decision to voluntarily put the Company into liquidation (liquidation volontaire).

2. Appointment of a liquidator (liquidateur) in relation to the voluntary liquidation (liquidation volontaire) of the Company (the Liquidator).

3. Determination of the powers of the Liquidator and determination of the liquidation procedure of the Company.

4. Decision to instruct the Liquidator to realize, on the best possible terms and for the best possible consideration, all the assets of the Company and to pay all the debts of the Company.

5. Miscellaneous.

III. That the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to dissolve and to voluntarily put the Company into liquidation (liquidation volontaire).

Second Resolution:

The Sole Shareholder resolves to appoint Travis Liquidations, a private limited liability company (société à responsabilité limitée), with registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the RCS under number B 191.322, as Liquidator in relation to the voluntary liquidation (liquidation volontaire) of the Company. The Liquidator is empowered to do everything which is required for the liquidation of the Company and the disposal of the assets of the Company under its sole signature for the performance of its duties.

Third Resolution:

The Sole Shareholder resolves to confer to the Liquidator the powers set out in articles 144 et seq. of the Luxembourg law dated August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law).

The Liquidator shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorization of the Sole Shareholder. The Liquidator may, under its sole responsibility, delegate some of its powers, for especially defined operations or tasks, to one or several persons or entities.

The Liquidator shall be authorized to make advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the Sole Shareholder in accordance with article 148 of the Law.

Fourth Resolution:

The Sole Shareholder resolves to instruct the Liquidator to realize, on the best possible terms and for the best possible consideration, all the assets of the Company and to pay all the debts of the Company.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg, at the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the proxyholder of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the proxyholder of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French versions, the English version will prevail.

This document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the undersigned notary by his surname, name, civil status and residence, the said proxyholder of the appearing party signed the present deed together with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

En l'an deux mille quinze, le dix-neuf juin à 9.00 heures,

Par-devant Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique (l'Associé Unique) de GOREY S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 15, Rue Edward Steichen, L 2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de dix mille six cent douze Livre Sterling cinquante Pennies (GBP 10,612.50) et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (R.C.S. Luxembourg) (RCS) sous le numéro B 122.650 (la Société).

La Société a été constituée le 5 décembre 2006 à Luxembourg suivant un acte de Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 236, page 11295 du 23 février 2007. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois en date du 22 octobre 2013 suivant un acte de Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 3159, page 151599 du 12 Décembre 2013.

A comparu:

CORNERSTONE CITY DEVELOPMENTS S.A., une société anonyme, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au RCS sous le numéro B 122.648 (l'associé Unique),

ici représentée par Mme Virginie PIERRU, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante ainsi que par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte notarié pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée tel que mentionné ci-avant, a requis le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

I. Que l'Associé Unique détient toutes les parts sociales dans le capital social de la Société;

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Dissolution de la Société et décision de volontairement mettre la Société en liquidation (liquidation volontaire).
2. Nomination d'un liquidateur dans le cadre de la liquidation volontaire de la Société (le Liquidateur).
3. Détermination des pouvoirs du Liquidateur et détermination de la procédure de liquidation de la Société.
4. Décision de confier au Liquidateur la mission de réaliser, dans les meilleurs délais et dans les meilleures conditions, tous les actifs de la Société et de payer toutes les dettes de la Société.
5. Divers.

III. Que l'Associé Unique a pris les décisions suivantes:

Première Résolution

L'Associé Unique décide de dissoudre et de volontairement mettre la Société en liquidation (liquidation volontaire).

Deuxième Résolution

L'Associé Unique décide de nommer Travis Liquidations, société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, inscrite au RCS sous le numéro B 191.322, comme Liquidateur dans le cadre de la liquidation volontaire de la Société. Le Liquidateur est autorisé à accomplir tout ce qui est nécessaire à la liquidation de la Société et à la réalisation des actifs de la Société sous sa seule signature pour l'exécution de son mandat.

Troisième Résolution

L'Associé Unique décide d'attribuer au Liquidateur tous les pouvoirs prévus aux articles 144 et suivants de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi).

Le Liquidateur est autorisé à passer tous les actes et à exécuter toutes les opérations, en ce compris les actes prévus à l'article 145 de la Loi, sans l'autorisation préalable de l'Associé Unique. Le Liquidateur pourra déléguer, sous sa seule responsabilité, certains de ses pouvoirs, pour des opérations ou tâches spécifiquement définies, à une ou plusieurs personnes physiques ou morales.

Le Liquidateur est autorisé à verser des acomptes sur le boni de liquidation à l'Associé Unique conformément à l'article 148 de la Loi.

Quatrième Résolution

L'Associé Unique décide de confier au Liquidateur la mission de réaliser, dans les meilleurs délais et dans les meilleures conditions, tous les actifs de la Société et de payer toutes les dettes de la Société.

Dont acte, fait et passé à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, même date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante et en cas de divergence entre les versions anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, connue du notaire soussigné par son nom, prénom usuel, état civil et demeure, ledit mandataire de la partie comparante a signé avec le notaire soussigné le présent acte.

Signé: V. PEIRRU, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils le 22 juin 2015. Relation: DAC/2015/10543. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): C. RODENBOUR.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 29 juin 2015.

Référence de publication: 2015136949/131.

(150112276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Romark SCS, Société en Commandite simple.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, boulevard J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 199.230.

Extrait de la convention de la société en commandite simple de Romark SCS du 15 août 2015

Le 15 août 2015, la société de droit de l'Etat de Floride «Romark Holdings LLC» a transféré son siège social au Grand-Duché de Luxembourg et adopté la forme d'une société en commandite simple de droit luxembourgeois afin de se soumettre aux lois du Grand-Duché de Luxembourg et plus particulièrement à la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la «Loi»).

Le présent extrait reflète les mentions prévues à l'article 6 de la Loi.

1) L'associé commandité de la Société est Romark Up, LLC, une société constituée et existante selon le droit de l'Etat de Floride, ayant son siège social au 3000 Bayport Drive, Suite 200, Tampa, Florida 33607 (Etats-Unis d'Amérique), enregistrée auprès du registre des sociétés de l'Etat de Floride sous le numéro L15000109476 (l'«Associé Commandité»).

2) La dénomination de la Société est «Romark SCS».

3) L'objet de la Société est de réaliser toute opération se rapportant directement ou indirectement à l'acquisition de participations, sous quelques formes que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, et l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations. En outre, la Société peut entreprendre des opérations de financement par le biais d'opérations se rapportant directement ou indirectement à la détention, l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de participations avec des entreprises appartenant à des membres du même groupe de sociétés auquel appartient la Société, y compris, sans limitation, l'octroi de prêts et de crédits, de toute assistance, avances ou garanties à ces entreprises. La Société pourra effectuer toute opération qui est directement ou indirectement liée ou utile à l'accomplissement de son objet.

4) Le siège social de la Société est établi au 37A, Boulevard J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

5) La Société est gérée par le conseil gérance composé de la manière suivante:

- Romark Up, LLC, une société constituée et existante selon le droit de l'Etat de Floride, ayant son siège social au 3000 Bayport Drive, Suite 200, Tampa, Florida 33607 (Etats-Unis d'Amérique), enregistrée auprès du registre des sociétés de l'Etat de Floride sous le numéro L15000109476, en sa qualité de gérant et d'Associé Commandité;

- Ayers Director, LLC, une société constituée et existante selon le droit de l'Etat de Floride, ayant son siège social au 3000 Bayport Drive, Suite 200, Tampa, Florida 33607 (Etats-Unis d'Amérique), enregistrée auprès du registre des sociétés de l'Etat de Floride sous le numéro L15000112115, en qualité de gérant;

- Rossignol Director, LLC, une société constituée et existante selon le droit de l'Etat de Floride, ayant son siège social au 3000 Bayport Drive, Suite 200, Tampa, Florida 33607 (Etats-Unis d'Amérique), enregistrée auprès du registre des sociétés de l'Etat de Floride sous le numéro L15000112393, en qualité de gérant;

- Krusen Director, LLC, une société constituée et existante selon le droit de l'Etat de Floride, ayant son siège social au 3000 Bayport Drive, Suite 200, Tampa, Florida 33607 (Etats-Unis d'Amérique), enregistrée auprès du registre des sociétés de l'Etat de Floride sous le numéro L15000112390, en qualité de gérant indépendant; et

- Holt Director, LLC, une société constituée et existante selon le droit de l'Etat de Floride, ayant son siège social au 3000 Bayport Drive, Suite 200, Tampa, Florida 33607 (Etats-Unis d'Amérique), enregistrée auprès du registre des sociétés de l'Etat de Floride sous le numéro L15000112391, en qualité de gérant indépendant.

Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom et pour le compte de la Société et entreprendre toutes les mesures nécessaires ou utiles en vue d'accomplir l'objet de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi.

La Société sera engagée, en toute circonstance, vis-à-vis des tiers par la signature unique de l'Associé Commandité ou par la signature conjointe de deux gérants y incluant toujours celle de l'Associé Commandité.

6) La Société est constituée pour une durée indéterminée. Elle a été constituée selon les lois de l'Etat de Floride le 26 juin 2015 et a transféré son siège social au Grand-Duché de Luxembourg le 15 août 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Romark Up, LLC

L'Associé Commandité

Référence de publication: 2015137710/54.

(150149159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

Atalian Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8055 Bertrange, 132, rue de Dippach.

R.C.S. Luxembourg B 138.311.

POLE INTERNATIONAL TFN ESPAÑA SL

Siège social: 1, Plaza Joan Serrat

Local 3,

08760 Martorell (Barcelona)

RC Barcelone: Tome 41.136, Folio 83, B380244

PROJET DE FUSION

En l'an deux mille quinze, le trente et un juillet.

Par devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire résidant à Luxembourg, Grand-duché du Luxembourg.

ONT COMPARU:

1) le conseil d'administration de ATALIAN EUROPE S.A., société anonyme de droit luxembourgeois établie et ayant son siège social au 132, Rue de Dippach, L-8055 Bertrange, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de la ville de Luxembourg sous le numéro B 138.311 (ci-après désignée la «Société Absorbante»),

représentée par Madame Laura OPREA, employée privée, avec adresse professionnelle au 55-57, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 20 juillet 2015; et

2) le conseil d'administration de POLE INTERNATIONAL TFN ESPAÑA SL, établie et ayant son siège social au 1, Plaza Joan Serrat, Local 3, 08760 Martorell (Barcelona), immatriculée au registre du commerce de la ville de Barcelone sous les références Tome 41.136, Folio 83, Hoja B380244, avec N I F B64988546 au capital social de trois mille six euros (EUR 3006) (ci-après désignée la «Société Absorbée»),

dûment représentée par son administrateur unique Monsieur Matthieu DE BAYNAST SEPTFONTAINES, lui-même ici représenté par Madame Laura OPREA, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 20 juillet 2015.

La Société Absorbante et la Société Absorbée seront conjointement désignées comme les «Sociétés Fusionnantes».

Les procurations signées «ne varietur» par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant resteront annexées aux présentes afin d'être enregistrées en même temps.

Il est expressément déclaré que cette opération de fusion absorption sera régie par les dispositions de droit luxembourgeois conformément aux dispositions prévues aux articles 257 et suivants de la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés

commerciales telle que modifiée (la «LSC»), ainsi que par les dispositions espagnoles de la Loi 3/2009 du 3 avril 2009, concernant les modifications structurelles des sociétés commerciales, et plus précisément au Chapitre II du Titre II, compte tenu de la nature transfrontalière intra-communautaire de la fusion.

Le Conseil d'administration de la Société Absorbante et l'administrateur unique de la Société absorbée ont adopté le présent projet de fusion commun (le «Projet de Fusion»):

1. Préambule. La Société Absorbante détient l'intégralité des parts sociales composant le capital social de la Société Absorbée.

Les gérances respectives des Sociétés Fusionnantes ont décidé de l'opportunité de fusionner les sociétés afin de réunir leur patrimoine au sein d'une seule et même entité. La fusion envisagée aura dès lors pour avantage de permettre une meilleure gestion des investissements des Sociétés Fusionnantes.

2. Présentation des Sociétés Fusionnantes.

Absorbante: ATALIAN EUROPE S.A. établie et ayant son siège social au 132, Rue de Dippach, L-8055 Bertrange, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de la ville de Luxembourg sous le numéro B 138.311.

Son capital social est fixé à quinze millions cent mille euros (15.100.000.- EUR) composé de cent cinquante et un mille (151.000) actions d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune.

Les dernières modifications de statuts sont intervenues en date du 29 août 2013 suivant acte tenue par devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

Absorbée: POLE INTERNATIONAL TFN ESPAÑA SL, établie et ayant son siège social au 1, Plaza Joan Serrat, Local 3, 08760 Martorell (Barcelona), immatriculée au registre du commerce de la ville de Barcelone sous les références Tome 41.136, Folio 83, Hoja B380244, avec N I F B64988546 au capital social de trois mille six euros (3.006.-EUR), lequel est composé de trois mille six parts sociales (3.006) ayant chacune une valeur nominale fixée à un euros (1.- EUR).

2. Rapport d'échange des actions, paiement en espèces, date à partir de laquelle les détenteurs des actions mentionnées ci-avant obtiennent le droit de participer aux bénéfices. Lors de l'exécution de l'acte de fusion, les actions représentant tout le capital social de la Société Absorbée seront annulées sans qu'il soit nécessaire de déterminer un ratio applicable à l'échange des parts ou de payer un solde de compte.

La Société Absorbante ne devra pas émettre d'actions afin de remplacer les actions annulées suite à la fusion et ne devra donc pas modifier son capital social.

3. Modalités de la fusion. Conformément aux dispositions de l'article 274 de la LSC, relatives à la fusion par voie d'absorption, la société POLE INTERNATIONAL TFN ESPAÑA, société de droit Espagnol, sera absorbée par la Société ATALIAN EUROPE S.A., société de droit Luxembourgeois; la fusion entraînera de plein droit la transmission universelle du patrimoine de la Société Absorbée à la Société Absorbante. En conséquence, tout l'actif et passif de la société absorbée seront transmis à la société absorbante.

La société Absorbée cessera alors d'exister.

La fusion envisagée a pour but d'intégrer par voie d'absorption, la société POLE INTERNATIONAL TFN ESPAÑA, dans la société ATALIAN EUROPE S.A., afin de permettre une meilleure gestion des investissements des Sociétés Fusionnantes ainsi que une réduction des coûts.

La fusion projetée n'aura aucun effet sur l'emploi, aucun employé n'étant en fonction dans la société absorbée.

4. Date de prise d'effet sur le plan comptable et juridique. La fusion produira ses effets, d'un point de vue juridique au jour en application des dispositions des articles 271 et 273 ter de la LSC.

D'un point de vue comptable, la fusion produira ses effets à partir du 31 août 2015 à 0:00:00.

5. Droits assurés par la Société Absorbante aux associés ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des parts sociales proposées à leur égard. Aucun droit, ni avantages particuliers ne sont assurés, reconnus, ni octroyés dans le cadre de ce projet de fusion par la société Absorbante, car la Société Absorbée ne remplit aucune des conditions prévu à l'article 31 alinéas 4 et 5, de la Loi 3/2009 du 3 avril sur les modifications structurelles des sociétés commerciales

5bis: Incidence sur les rapports en industries et prestations accessoires

Aucun apport en industrie, ni de prestations accessoires ne sont prévus. En conséquence, il n'y aura aucune incidence à ce propos.

6. Avantages particuliers attribués aux experts au sens de l'article 266, aux membres du conseil d'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle des sociétés qui fusionnent. Aucun avantage n'est octroyé dans la présente fusion projetée aux personnes précitées.

6bis: Genre

Aucune différence de traitement quelle qu'en soit la nature ne sera appliqué au niveau des genres.

7. Rapport sur la fusion et Statuts de la Société Absorbante. Le Conseil d'administration de la Société Absorbante ainsi que l'administrateur de la Société Absorbée prépareront chacun pour la société qui les concerne un rapport sur la fusion envisagée dans le présent projet de traité de fusion, conformément aux dispositions de leur législation applicable.

Les Sociétés fusionnantes s'engagent à tenir ces rapports à la disposition de leur actionnaire dans les délais légaux applicables.

Conformément aux dispositions de l'article 265 (3) de la LSC l'actionnaire de la Société Absorbante peut décider de renoncer au rapport précité des gérants, respectivement administrateur unique des Sociétés Fusionnantes ayant pour but de d'expliquer et de justifier d'un point de vue juridique et économique le Projet de Fusion.

S'agissant d'une fusion par voie d'absorption, les statuts de la société absorbante ne seront pas modifiés par l'effet de cette fusion. Ces statuts ont été dument déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de la ville de Luxembourg et sont annexés au présent projet commun de fusion.

8. Droit d'Information. Conformément aux dispositions de l'article 39 de la Loi 3/2009, afin de préserver le droit d'information des associés, obligataires, ayants droits et délégués du personnel une copie du rapport spécial mentionnant le but et la portée de la fusion est à leur disposition au siège social, ainsi que les autres documents visés à l'article 39 de la Loi 3/2009.

L'actionnaire de la Société Absorbante est autorisé au moins un mois avant la date de la l'acte notarié constatant la réalisation de la fusion d'examiner au siège social de la société dont il est actionnaire des documents et informations listés à l'article 267.1 de la LSC et obtenir gratuitement une copie de ses documents et informations. Tout actionnaire de la société absorbante détenant individuellement ou collectivement au moins 5 % des actions de capital a le droit pendant le mois précédant la date de réalisation de l'opération de fusion entre les parties de requérir la réunion de l'assemblée générale de la société absorbante pour décider d'approuver ou non la fusion conformément à l'article de 264. 1 de la LSC.

9. Information concernant la valorisation de l'actif et le passif du Patrimoine de la société absorbée. La valorisation de l'actif et du passif de la société absorbée s'effectuera à leur valeur comptable et est composée sur le plan des actifs à un immeuble et autres investissements financiers pour un total de 176.808,30 EUR, dont 3.791,56 EUR de crédit d'impôt restant à percevoir et sur le plan du passif, celui ci est composé à plus de 99% soit un montant de quatre millions trois cent quarante-mille sept cent quatre-vingt-quatorze euros et huit cents (4.344.794,08 EUR) d'un compte courant actionnaire appartenant à la Société Absorbante, comme cela résulte des situations financières attachées au présent projet de fusion.

10. Date d'arrêt des comptes des sociétés fusionnantes. La date d'arrêt de compte pris en compte pour la présente fusion est le 31 août 2014 pour la Société Absorbante et le 30 juin 2015 pour la Société Absorbée.

11. Répercussion sur l'emploi. Les Sociétés Fusionnantes n'ayant aucun salarié aucune conséquence sur l'emploi n'est prévisible dans le cadre de cette fusion.

12 Conséquence vis à vis des créanciers. Les intérêts des créanciers de la Société Fusionnantes ne seront en aucun cas affectés, le montant de leurs créances demeurant identiques.

En application de l'article 268 du LSC, les créanciers des Sociétés Fusionnantes dont les créances sont antérieures à la date de publication des actes relatifs à la fusion, pourront, nonobstant toute convention contraire, demander, au Président du Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg via une assignation en référé établie par acte d'avocats à la Cour, dans les deux mois de cette publication, la constitution de sûretés pour des créances échues ou non échues, au cas ou la fusion réduirait les gages de ses créanciers.

13. Expert indépendant. En application de la Loi 3/2009 et de la LSC, aucun rapport d'expert indépendant n'est à émettre.

14. Taxes. En application de la loi espagnole, le projet de fusion n'a pas à être soumis au régime fiscal spécial.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société Absorbante en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à mille huit cents euros (1.800.- EUR).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date mentionnée au début de cet acte.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la personne comparante connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Annexe 1 - Statuts de la Société Absorbante

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 29 août 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

STATUTS

Art. 1^{er}. La société anonyme luxembourgeoise existe sous la dénomination de ATALIAN EUROPE S.A.» société anonyme.

Art. 2. La Société est constituée pour une durée illimitée. Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des actionnaires, statuant à la majorité des voix requises pour la modification des statuts.

Art. 3. Le siège de la société est établi dans la commune de Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré par simple décision du conseil d'administration respectivement de l'administrateur unique, en tout autre lieu de cette com-

mune et par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires comme en matière de modification des statuts, dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg. Il pourra même être transféré à l'étranger, sur simple décision du conseil d'administration respectivement de l'administrateur unique, lorsque des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social feraient obstacle à l'activité normale de la Société à son siège ou seraient imminents, et ce jusqu'à la disparition desdits événements.

Nonobstant un tel transfert à l'étranger qui ne peut être que temporaire, la nationalité de la Société restera luxembourgeoise.

En toute autre circonstance, le transfert du siège de la Société à l'étranger et l'adoption par la Société d'une nationalité étrangère ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime de tous les associés et de tous les obligataires réunis en assemblée générale extraordinaire et plénière.

La Société peut décider sa transformation de société anonyme en société européenne (S.E.) de droit luxembourgeois dans le respect des conditions prévues par la loi.

La Société peut, par décision du conseil d'administration respectivement de l'administrateur unique, créer, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, des filiales, sièges secondaires, succursales, agences et bureaux.

Art. 4. La Société a pour objet:

- la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, relevant de tous secteurs d'activités et notamment dans les secteurs du multi-services aux entreprises, du nettoyage, de la sécurité et de l'accueil, de l'hygiène et des 3D, des services et activités techniques et de maintenance de tous bâtiments, des espaces verts, etc.

- toutes activités de prestations de services, de conseils et assistances aux entreprises liées et notamment en matière de conception, définition, encadrement et contrôle des politiques et directions commerciales de ces entreprises, de connaissance et maîtrise des marchés, stratégie et politique de diversification, de recherche de partenariats et croissances externes, de direction générale et notamment de définition et d'encadrement des organisations fonctionnelles, opérationnelles et industrielles, de direction, encadrement, organisation et prise en charge des fonctions achats et approvisionnements, de prestations de services, gestion et encadrement informatique, de qualité et contrôle qualité, de comptabilité et traitement de cette dernière, de gestion, contrôle de gestion et budgétaire, de gestion et contrôle de gestion de trésorerie, de gestion et de relations avec les partenaires financiers, de stratégie et politique financière, de stratégie, définition et encadrement des politiques de management,

- l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme, d'option, d'achat, d'échange, de négociation ou de toute autre manière et encore

- l'acquisition de brevets et de marques de fabrique et la concession de licences relativement aux secteurs d'activité ci-dessus mentionnés,

- l'acquisition de biens meubles et immeubles, leur gestion et leur mise en valeur.

Elle peut encore accorder aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, ainsi qu'à des tiers tous concours ou toutes assistances financières, prêts, avances ou garanties, comme elle peut emprunter même par émission d'obligations ou s'endetter autrement pour financer son activité sociale.

Elle peut d'une manière générale effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières ou financières et prêter tous services, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, et encore accomplir toutes autres opérations à favoriser l'accomplissement de son objet social.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à EUR 15.100.000,- (quinze millions cent mille euros) représenté par cent cinquante et un mille (151.000) actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune, entièrement souscrites et libérées.

Les actions sont émises soit au porteur soit sous la forme nominative, au choix de l'actionnaire.

Le capital autorisé est fixé à EUR 2.500.000,- (deux millions cinq cent mille euros) qui sera représenté par 25.000 (vingt-cinq mille) actions d'une valeur de EUR 100,- (cent euros) chacune.

Le conseil d'administration respectivement l'administrateur unique est, pendant une période de cinq ans à partir de la date de publication des présents statuts, autorisé à augmenter en une fois ou par plusieurs tranches le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé.

Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission, à libérer par des versements en espèces ou par des apports autres qu'en espèces, tels des apports en nature, des titres, des créances, par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la Société.

Le conseil d'administration respectivement l'administrateur unique est encore expressément autorisé à réaliser tout ou partie du capital autorisé par l'incorporation de réserves disponibles dans le capital social.

Le conseil d'administration respectivement l'administrateur unique peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou tout autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de ces augmentations de capital et pour comparaître par-devant notaire pour faire acter l'augmentation de capital ainsi intervenue dans les formes de la loi.

Chaque fois que le conseil d'administration respectivement l'administrateur unique fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, le présent article sera considéré comme adapté à la modification intervenue.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la Société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, dans la mesure où, et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions.

La Société peut exister avec un seul actionnaire.

Art. 6. La Société est administrée par un administrateur unique ou un conseil composé de trois membres au moins.

Les administrateurs sont de catégorie «A» et/ou de catégorie «B».

Les administrateurs, respectivement l'administrateur unique, le cas échéant, sont nommés pour un terme n'excédant pas six années. Ils sont rééligibles. Le conseil élit en son sein un président et le cas échéant un vice-président.

Si par suite de démission, décès, ou toute autre cause, un poste d'administrateur nommé par l'assemblée générale devient vacant, les administrateurs restants peuvent provisoirement pourvoir à son remplacement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa prochaine réunion, procède à l'élection définitive.

Dans les cas où la Société n'a qu'un seul actionnaire et que cette circonstance a été dûment constatée, les fonctions du conseil d'administration peuvent être confiées à une seule personne, qui n'a pas besoin d'être l'actionnaire unique lui-même, appelée dans ce cas l'administrateur unique.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour compte de la personne morale.

Ce représentant est soumis aux mêmes conditions et encourt la même responsabilité civile que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Celle-ci ne peut révoquer son représentant qu'en désignant simultanément son successeur.

La désignation et la cessation des fonctions du représentant permanent sont soumises aux mêmes règles de dépôt et de publicité que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre.

Les administrateurs, membres de cet organe, ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions de ces organes, de même que l'administrateur unique, sont tenus de ne pas divulguer, même après la cessation de leurs fonctions, les informations dont ils disposent sur la société anonyme et dont la divulgation serait susceptible de porter préjudice aux intérêts de la Société, à l'exclusion des cas dans lesquels une telle divulgation est exigée ou admise par une disposition légale ou réglementaire applicable aux sociétés anonymes ou dans l'intérêt public.

Art. 7. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique sont investis des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et accomplir tous les actes de disposition et d'administration nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les présents statuts réservent à l'assemblée générale. Ils peuvent notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la Société, ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique peuvent désigner des mandataires ayant des pouvoirs définis et les révoquer en tous temps.

Vis-à-vis des tiers toutefois la Société se trouve engagée, soit par la signature conjointe d'un administrateur de catégorie «A» avec celle d'un administrateur de catégorie «B», soit par la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le conseil d'administration, soit par la signature individuelle de l'administrateur unique.

Tout administrateur peut prendre connaissance de toutes les informations qui sont transmises au conseil d'administration.

La délégation des pouvoirs de la gestion journalière à un membre du conseil d'administration ou l'attribution de pouvoirs spéciaux à un tel membre impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué ou à ces autres administrateurs.

Art. 8. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique représente la Société en justice, et les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la Société seule, représentée par son conseil d'administration, sinon représentée par son administrateur unique. Les exploits pour ou contre la Société sont valablement faits au nom de la Société seule.

Art. 9. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que les intérêts de la Société l'exigent. Il est convoqué par son président, en son absence par le vice-président ou par deux administrateurs.

Le conseil d'administration peut valablement délibérer si une majorité de ses membres sont présents ou représentés.

Chaque administrateur peut se faire représenter dans les réunions du conseil d'administration par un de ses collègues. Un administrateur ne peut représenter qu'un seul de ses collègues à la fois.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple. En cas de partage des voix le président n'a pas de voix prépondérante.

Au cas où un membre du conseil d'administration a dû s'abstenir pour intérêt opposé, les résolutions prises à la majorité des membres du conseil présents ou représentés à la réunion et qui votent, seront tenues pour valables.

Lorsque la Société comprend un associé unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent transmettre leurs votes par tout moyen écrit de télécommunication.

Le conseil d'administration peut délibérer au moyen d'un réseau de visioconférences. La délibération est mise en réseau à partir du siège social. Le procès-verbal des délibérations arrêtées par visioconférence est rédigé au siège social par le secrétaire du conseil d'administration.

Il est envoyé aux membres du conseil d'administration endéans les quinze jours de la réunion. Ceux-ci feront connaître par écrit au secrétaire leur approbation ou leurs objections.

Si au cours d'une délibération par visioconférence une dissidence substantielle entre les membres du conseil d'administration devait naître, tout administrateur est en droit de demander le renvoi du sujet qui en est à l'origine à une prochaine réunion du conseil d'administration qui se tiendra endéans les 30 jours à Luxembourg, les membres étant physiquement présents ou dûment représentés. Le premier alinéa de cet article est alors d'application.

A défaut d'autres dispositions plus restrictives prévues dans le règlement intérieur sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Toute réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se dérouler au siège de la Société.

La Société peut à son choix établir un règlement intérieur contraignant pour tous les administrateurs, qui arrête toutes autres mesures complémentaires relatives aux réunions qui se tiennent à distance.

Le conseil d'administration peut prendre des résolutions par la voie circulaire. Les propositions de résolutions sont dans ce cas transmises par écrit aux membres du conseil d'administration qui font connaître leurs décisions en retour et par écrit. Les décisions sont considérées prises si une majorité d'administrateurs a émis un vote favorable.

Il est dressé procès-verbal des décisions du conseil d'administration.

Les extraits des décisions du conseil d'administration sont délivrés conformes par le président, à son défaut par deux administrateurs.

Art. 9bis. Comité de conseil. Le président du conseil d'administration, le conseil d'administration et l'administrateur unique sont assistés dans leurs fonctions par un comité de conseil statutaire.

Le comité de conseil est composé:

- de 2 membres de droit, à savoir:

* le président du conseil d'administration de la société ou son administrateur unique,

* le président du conseil d'administration (ou le gérant ou représentant légal de la société gérante) de la Holding de tête du Groupe dont fait partie la Société.

- de membres nommés par:

* soit l'actionnaire unique par voie de décision unilatérale,

* soit l'assemblée générale en cas de pluralité d'actionnaires.

Le nombre de membres du comité de conseil n'est pas statutairement déterminé et dépend du nombre de personnes nommées et en poste.

Les membres de droit restent en poste tant qu'ils assurent les fonctions leur ouvrant de droit ce mandat.

Les membres du comité de conseil nommés sont désignés pour une durée de 4 ans prenant fin hors de l'assemblée générale d'approbation des comptes annuels de la société se tenant lors de l'année de leur cessation de mandat.

Les membres nommés du comité de conseil sont révocables ad nutum par:

- soit l'actionnaire unique par voie de décision unilatérale,

- soit l'assemblée générale en cas de pluralité d'actionnaires,

- soit le président du conseil d'administration de la Société.

Le comité de conseil se réunit à l'initiative:

- du président du conseil d'administration,

- du conseil d'administration.

La convocation peut être faite par tous moyens y compris par courriel avec un préavis de 4 jours, sauf si les besoins de la société justifient une réunion plus urgente.

Le comité de conseil se réunit en tous lieux et pays déterminés par l'auteur de la convocation.

Lors de chaque réunion du comité de conseil, il est arrêté la date et le lieu de la prochaine réunion.

Le comité de conseil peut aussi se tenir par voie de visioconférence toujours sur l'initiative de l'auteur de la convocation.

Le comité de conseil se réunit ou se tient en fonction des besoins de la société déterminés par l'auteur de la convocation et dans la mesure du possible au moins 2 fois par an.

Le président du conseil d'administration de la Société (ou l'administrateur unique) préside le comité de conseil et peut inviter tout tiers à y participer.

Les décisions du comité de conseil sont prises à la majorité des membres participants.

Les décisions du comité de conseil donnent lieu à un compte-rendu établi par le président du conseil et/ou un secrétaire désigné par lui.

Le compte-rendu est adressé à l'ensemble des membres du comité de conseil.

Le comité de conseil a les missions suivantes qu'il exerce à titre consultatif uniquement sans que ni le président du conseil d'administration, ni le conseil d'administration, ni l'actionnaire unique ni le ou les délégués à la gestion journalière n'aient l'obligation de le consulter lorsqu'ils prennent des décisions entrant dans le domaine de compétence consultative du comité de conseil:

- assurer une cohésion et l'adhésion de tous à politique de gestion, de croissance et développement de la branche internationale par des échanges entre l'ensemble des filiales et acteurs de cette branche internationale et par une participation de ceux-ci et de leurs dirigeants,

- communiquer et être informé sur ce qui est listé ci-après et sur le développement du groupe dont fait partie la Société, sa politique à moyen terme, ses objectifs, les faits marquants et ce dans une optique d'intégration de la branche internationale dans l'ensemble du groupe ATALIAN.

Les domaines de compétence et d'information et échanges du comité de conseil sont dans ce cadre notamment:

- stratégie et politique de développement en terme de nouvelles implantations, diversification d'activités, croissances externes, etc.,

- politique grands comptes,

- stratégie et politique d'investissement,

- politique et actions de formation, de recrutement,

- politique et stratégie de management local,

- résultat de la branche international, politique et gestion financière, trésorerie,

- organisation, fonctionnement et développement des équipes et supports dédiés à la branche internationale,

- le développement du Groupe ATALIAN, ses axes de croissances, les faits marquants, ses outils de production, de formation, de développement.

Art. 10. La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires aux comptes. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années. Ils sont rééligibles.

Art. 11. L'année sociale commence le premier septembre et finit le trente-et-un août. Chaque année, le trente-et-un août, les livres, registres et comptes de la Société sont arrêtés. Le conseil d'administration respectivement l'administrateur unique établit le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi que l'annexe aux comptes annuels.

Art. 12. Le conseil d'administration ainsi que le Président du Conseil et les commissaires sont en droit de convoquer l'assemblée générale quand ils le jugent opportun. Ils sont obligés de la convoquer de façon à ce qu'elle soit tenue dans le délai d'un mois, lorsque des actionnaires représentant le dixième du capital social les en requièrent par une demande écrite, indiquant l'ordre du jour.

Les convocations de toutes assemblées générales contiennent l'ordre du jour.

L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société.

Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble de dix pour cent au moins du capital souscrit peuvent demander l'inscription d'un ou de plusieurs nouveaux points à l'ordre du jour de toute assemblée générale. Cette demande est adressée au siège social par lettre recommandée cinq jours au moins avant la tenue de l'assemblée.

Les extraits des procès-verbaux des assemblées générales sont délivrés conformes par le président du conseil d'administration, à son défaut par deux administrateurs.

S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés par l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société.

Art. 13. Le conseil d'administration peut subordonner l'admission des propriétaires d'actions au porteur au dépôt préalable de leurs actions; mais au maximum cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion. Tout actionnaire a le droit de voter lui-même ou par mandataire, lequel peut ne pas être lui-même actionnaire, chaque action donnant droit à une voix.

Art. 14. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le second vendredi du mois de février à 10:00 heures du matin au siège social ou à tout autre endroit dans la commune du siège à désigner dans les avis de convocation. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant à la même heure.

L'assemblée générale annuelle est appelée à approuver les comptes et les rapports annuels et à se prononcer sur la décharge des organes sociaux.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net. Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devra toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution si, à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve a été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration respectivement l'administrateur unique sont autorisés à procéder en cours d'exercice au versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale peut décider, dans les conditions de présence et de vote prévues pour la modification des statuts sociaux, la dissolution de la Société. En cas de dissolution de la Société, pour quelque cause que ce soit, sauf dans le cas de fusion ou de scission de la Société, l'assemblée générale des actionnaires nomme un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, actionnaires ou non, et détermine leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 16. Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

Signé: L. Oprea et M. Schaeffer

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 4 août 2015. Relation: 2LAC/2015/17885. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 11 août 2015.

Référence de publication: 2015137070/383.

(150148985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

UBS ETF, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 83.626.

The board of directors of the Company (the "Board") hereby informs Shareholders that it has decided in accordance with the applicable provisions of the articles of incorporation of the Company (the "Articles of Incorporation") and the prospectus of the Company (the "Prospectus") to terminate the sub-fund UBS ETF - STOXX Global Rare Earth UCITS ETF (the "Sub-Fund") as detailed below and to compulsorily redeem all the shares of the Sub-Fund (the "Shares") with effect on 28 September 2015 (the "Termination Date").

Name of Sub-Fund	Share Class	ISIN
UBS ETF - STOXX Global Rare Earth UCITS ETF	(USD) A-dis	LU0671492899
UBS ETF - STOXX Global Rare Earth UCITS ETF	(USD) A-acc*	LU0950675909

*This share class has not been launched

Reason for the termination of the Sub-Fund

The Board considers the termination of the Sub-Fund to be in the best interest of its shareholders. The Sub-Fund has demonstrated a sustained small level of demand. According to Article 24 of the Company's Articles of Incorporation, in the event that the value of the total net assets in any sub-fund of the Company has decreased to an amount determined by the Board to be the minimum level for such sub-fund to be operated in an economically efficient manner, the Board may decide to compulsorily redeem the shares in such sub-fund. The value of the total net assets in the Sub-Fund has decreased below € 20 million, which has been determined in the Prospectus of the Company to be the minimum level for any sub-fund of the Company to be operated in an economically efficient manner.

Procedure of the termination of the Sub-Fund

In accordance with the Articles of Incorporation and the Prospectus of the Company, the Shares will be redeemed at the net asset value per Share less pro rata the redemption fee (or, in the case of cash redemption, the cash redemption charge), any transfer taxes, redemption dividends and liquidation costs. The payment of the redemption proceeds resulting from the compulsory redemption will take place in the relevant reference currency.

Prior to the Termination Date, redemptions will be accepted until 18 September 2015 (trade date 21 September 2015) in accordance with the terms and conditions of the Prospectus. However, the liquidation costs will be taken into account in the calculation of the redemption proceeds. No further subscriptions of Shares are accepted.

In the morning of 17 September 2015 the trading of the Shares on the relevant stock exchanges will be suspended. Further information on such suspension will be published by the relevant stock exchanges.

Shareholders of the Sub-Fund should be aware that the liquidation, redemption or exchange of Shares may have tax consequences. Shareholders may suffer income tax, withholding tax, capital gains tax, wealth tax, stamp taxes or any other kind of tax on distributions or deemed distributions of the Sub-Fund, capital gains within the Sub-Fund whether realised or unrealised, income received or accrued or deemed received within the Sub-Fund, subject to the laws and practices of the country where the Shares are purchased, sold, held or redeemed and subject to the country of tax residence or nationality of the Shareholder. Shareholders who are in any doubt as to their tax position should consult their own independent tax advisors as to the Luxembourg or other tax consequences of this termination.

Redemption proceeds relating to Shares for which payment to shareholders cannot be made will be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg on behalf of the persons entitled thereto as soon as possible after the payment date.

Shareholders should note that the index provider of the underlying index of the Sub-Fund intends to inter alia change the index methodology as well as the name of the underlying index with effect as of 21 September 2015. In this context, a rebalancing of the index is scheduled for the 21 September 2015 (the "Rebalancing"). In light of the upcoming liquidation of the Sub-Fund coming into effect only a few days thereafter (i.e. on the 28 September 2015), the Board has decided, having regard to the best interest of the shareholders of the Sub-Fund, to omit the next Rebalancing in order to avoid further substantial trading costs.

Luxembourg, 17 August 2015

The Board of Directors of UBS ETF

Référence de publication: 2015139345/755/50.

Glenn Arrow II Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.000,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 148.675.

Glenn Arrow Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 11.000,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 143.101.

—
JOINT MERGER PLAN

BETWEEN:

(1) Glenn Arrow II Properties S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée, having its registered office at 6A, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 148.675 (the "Absorbing Company"); and

(2) Glenn Arrow Properties S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée, having its registered office at 6A, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 143.101 (the "Absorbed Company").

The Absorbing Company and the Absorbed Company being referred to herein as the "Merging Companies" have adopted a draft merger plan (the "Merger Plan") as follows:

WHEREAS:

The Absorbing Company, Glenn Arrow II Properties S.à r.l., is a Luxembourg société à responsabilité limitée, having its registered office at 6A, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies ("RCS") under number B 148.675, incorporated following a deed of Maître Paul Bettingen, notary, residing in Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg of October 1st, 2009, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations ("Memorial") number 2144 on November 3rd, 2009, page 102904. The articles of association have not yet been amended since its incorporation. The subscribed capital of this company is of GBP 12,000.- (twelve thousand British Pounds), fully paid up.

The Absorbed Company, Glenn Arrow Properties S.à r.l., is a Luxembourg société à responsabilité limitée, having its registered office at 6A, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the RCS under the number B 143.101, incorporated following a deed of Maître Paul Bettingen, prenamed, of November 14th, 2008, published in the Memorial number 2914 on December 6th, 2008, page 139844. The articles of association have not yet been amended since its incorporation. The subscribed capital of this company is of GBP 11,000.- (eleven thousand British Pounds), fully paid up.

The sole manager of each of the above-mentioned companies (together the "Sole Managers") submits the proposal of a merger (the "Merger") of the Absorbing Company with the Absorbed Company.

The proposed Merger is subject to the condition that the shareholders of the Merging Companies approve the present Merger Plan at separate extraordinary general meetings of shareholders in conformity with the law on commercial companies of August 10th, 1915, as amended (the "Law").

The effective date of the Merger shall be the date at which the extraordinary general meetings of the shareholders of the Merging Companies shall approve the Merger Plan or such other day decided by said meetings (the "Effective Date").

IT IS AGREED as follows:

1. The Merging Companies intend to effectuate with effect as of July 31, 2015 or at any date thereafter, the Merger between the Absorbing Company and the Absorbed Company in accordance with the provisions of articles 261 to 276 of the Law, as amended.

2. On the Effective Date, the Absorbed Company will contribute all of its assets and liabilities (apport d'universalité de patrimoine) to the Absorbing Company. The amount of the market value of the net assets contributed by the Absorbed Company, which the parties estimate on the day of the Merger Plan, will be an amount of GBP 11,000.- (eleven thousand British Pounds).

3. Interim financial statements as of June 30, 2015 have been drawn up for the Merging Companies. Based on these figures, the share capital of the Absorbing Company shall be increased from its current amount of GBP 12,000.- (twelve thousand British Pounds) to GBP 23,000.- (twenty-three thousand British Pounds) through the issuance of 220 (two hundred twenty) shares having each a par value of GBP 50.- (fifty British Pounds) to be subscribed by the shareholder of the Absorbed Company on the Effective Date.

4. As a result of the Merger, the Absorbed Company shall cease to exist and all its shares in issue shall be cancelled.

5. The holder of all the shares in the Absorbed Company as at the Effective Date shall receive in exchange of its shares a number of shares in the Absorbing Company equal to the number of shares it holds in the Absorbed Company multiplied by the exchange ratio. Based on the figures currently available for the Absorbed Company, the exchange ratio will be 1 (one) share of the Absorbing Company in exchange for 1 (one) share of the Absorbed Company.

6. The exchange ratio may be adjusted by mutual consent of the Merging Companies on or before the date of the extraordinary general meetings of shareholders of the Merging Companies at which the present Merger Plan shall be ratified and approved in order to reflect any facts or events which are material for the purpose of determining the net asset value of the respective assets and liabilities, such consent to be evidenced by representation letters of the Merging Companies dated prior to the date of the said shareholders' meetings.

7. The current share capital of the Absorbing Company is composed of ordinary shares. New shares to be issued by the Absorbing Company as of the Effective Date of the Merger shall be ordinary shares of the Absorbing Company, which shall retain the corporate legal form of a société à responsabilité limitée.

8. As mentioned under paragraph 3 above, as a result of the Merger, the Absorbing Company shall issue to the sole shareholder of the Absorbed Company as at the Effective Date 220 (two hundred twenty) new shares having each a par value of GBP 50.- (fifty British Pounds), all being ordinary shares of the Absorbing Company.

9. The sole shareholder of the Absorbed Company as at the Effective Date will be removed from the shareholders' register of the Absorbed Company and registered in the shareholders' register of the Absorbing Company for the number of shares it will receive on the Effective Date of the Merger.

10. No special advantages will be granted to the Sole Manager of each Merging Company or to the independent and statutory auditors of the Merging Companies.

11. No specific premium / annuities / royalties have been paid to an independent expert / the Sole Manager of each Merging Company.

12. As from the Effective Date of the Merger, all assets and liabilities of the Absorbed Company shall be deemed transferred to the Absorbing Company and for accounting purposes, the operations of the Absorbed Company shall be treated as being carried out on behalf of the Absorbing Company as of June 30, 2015.

13. In accordance with article 263 of the Law, the Merger shall be approved by the general meetings of the shareholders of each of the Merging Companies and, where appropriate, of the holders of securities other than shares.

14. The Merger shall be effective and will have the effects provided for by article 274 of the Law once the general meetings of shareholders of the Absorbing Company and the Absorbed Company have approved it.

15. From the Effective Date, the new shares will participate in the results of the Absorbing Company.

16. The Absorbing Company shall itself carry out all formalities, including such announcements as are prescribed by law, which are necessary or useful to carry into effect the Merger and the transfer and assignment of the assets and liabilities of the Absorbed Company.

17. Insofar as required by law or deemed necessary or useful, appropriate transfer instruments shall be executed by the Merging Companies to effect the transfer of the assets and liabilities contributed to the Absorbing Company and to execute such transfer instruments and assignments.

18. Based on the developments set out above and due to the fact that the figures and parities provided in the present Merger Plan are valued at the present date on a provisional basis, the Sole Manager of the Merging Companies may at any time be entitled to proceed to adjustments, where appropriate, pertaining to the values and postulates considered in the

Merger Plan and submit the revised figures and parities to the approval of the general meeting of shareholders of the Merging Companies.

19. The books and documents of the Absorbed Company shall be kept at the registered office of the Absorbing Company as long as required under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

The present deed is worded in English, followed by a French version, and the parties agree that in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

Suit la traduction française:

PROJET COMMUN DE FUSION

ENTRE:

(1) Glenn Arrow II Properties S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est au 6A, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 148.675 (la «Société Absorbante»); et

(2) Glenn Arrow Properties S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est au 6A, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 143.101 (la «Société Absorbée»).

La Société Absorbante et la Société Absorbée étant définies ci-après comme les «Sociétés Fusionnantes», ont adopté le projet de fusion (le «Projet de Fusion») comme suit:

ALORS QUE:

La Société Absorbante, Glenn Arrow II Properties S.à r.l., est une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est au 6A, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg («RCS») sous le numéro B 148.675, constituée en vertu d'un acte du notaire Me Paul Bettingen, notaire résidant à Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg, du 1^{er} octobre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial») en date du 3 novembre 2009, numéro 2144, page 102904. Les statuts n'ont pas encore été modifiés depuis sa constitution. Le capital souscrit de cette société est de GBP 12.000,- (douze mille Livres Sterling) et a été entièrement libéré.

La Société Absorbée, Glenn Arrow Properties S.à r.l., est une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est au 6A, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du RCS sous le numéro B 143.101, constituée en vertu d'un acte du notaire Me Paul Bettingen, prénommé, du 14 novembre 2008, publié au Mémorial en date du 6 décembre 2008, numéro 2914, page 139844. Les statuts n'ont pas encore été modifiés depuis sa constitution. Le capital souscrit de cette société est de GBP 11.000,- (onze mille Livres Sterling) et a été entièrement libéré.

Le gérant unique de chaque société mentionnée ci-dessus (ensemble les «Gérants Uniques») propose une fusion (la «Fusion») de la Société Absorbante avec la Société Absorbée.

La Fusion proposée est soumise à la condition que les associés des Sociétés Fusionnantes approuvent le présent Projet de Fusion lors d'une assemblée générale extraordinaire des associés distincte, conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»).

La date effective de la Fusion sera la date à laquelle les assemblées générales extraordinaires des Sociétés Fusionnantes approuveront le Projet de Fusion ou tout autre jour décidé par ces assemblées (la «Date Effective»).

IL EST DECIDE comme suit:

1. Les Sociétés Fusionnantes envisagent de réaliser, avec effet au 31 juillet 2015 ou à toute date ultérieure, la Fusion entre la Société Absorbante et la Société Absorbée en conformité avec les articles 261 à 276 de la Loi, telle que modifiée.

2. A la Date Effective, la Société Absorbée apportera l'ensemble de son actif et passif (apport d'universalité de patrimoine) à la Société Absorbante. Le montant correspondant à la valeur de marché de l'actif net apporté par la Société Absorbée, estimé par les parties au jour du Projet de Fusion, sera d'un montant de GBP 11.000,- (onze mille Livres Sterling).

3. Des comptes intermédiaires du 30 juin 2015 ont été établis pour les Sociétés Fusionnantes. Selon ces chiffres, le capital social de la Société Absorbante sera augmenté de son montant actuel de GBP 12.000,- (douze mille Livres Sterling) à GBP 23.000,- (vingt trois mille Livres Sterling) par l'émission de 220 (deux cent vingt) parts sociales ayant chacune une valeur nominale de GBP 50,- (cinquante Livres Sterling) devant être souscrites par l'associé unique la Société Absorbée.

4. En conséquence de la Fusion, la Société Absorbée cessera d'exister et toutes ses parts sociales émises seront annulées.

5. Le détenteur de toutes les parts sociales dans la Société Absorbée recevra en échange de ses parts sociales un nombre de parts sociales dans la Société Absorbante égal au nombre de parts sociales qu'il détient dans la Société Absorbée multiplié par le rapport d'échange. Sur la base des chiffres disponibles actuellement concernant la Société Absorbée, le rapport d'échange sera de 1 (une) part sociale de la Société Absorbante en échange de 1 (une) part sociale de la Société Absorbée.

6. Le rapport d'échange ci-dessus pourra être ajusté par accord mutuel des Sociétés Fusionnantes avant ou à la date des assemblées générales extraordinaires des associés des Sociétés Fusionnantes approuvant et ratifiant le présent Projet de Fusion afin de refléter tous faits ou événements qui seraient substantiels pour les besoins de la détermination de la valeur

de l'actif net de l'actif et passif respectif, un tel accord devant être établi par des lettres de représentation des Sociétés Fusionnantes datées antérieurement à la date desdites assemblées d'associés.

7. Le capital social actuel de la Société Absorbante est composé de parts sociales ordinaires. Les nouvelles parts sociales devant être émises par la Société Absorbante à la Date Effective de la Fusion seront des parts sociales ordinaires de la Société Absorbante.

8. Comme mentionné au paragraphe 3 ci-dessus, en conséquence de la Fusion, la Société Absorbante émettra à l'associé unique de la Société Absorbée à la Date Effective 220 (deux cent vingt) nouvelles parts sociales ayant chacune une valeur nominale de GBP 50.- (cinquante Livres Sterling), étant toutes des parts sociales ordinaires de la Société Absorbante.

9. L'associé unique de la Société Absorbée sera radié du registre des associés de la Société Absorbée à la Date Effective et enregistré dans le registre des associés de la Société Absorbante pour le nombre de parts sociales qu'il recevra à la Date Effective de la Fusion.

10. Aucun avantage particulier ne sera accordé aux réviseurs en charge d'établir les rapports de Fusion, aux Gérants Uniques de chaque Société Fusionnante ou au commissaire aux comptes et réviseur d'entreprise des Sociétés Fusionnantes.

11. Aucune prime spécifique / annuités / royalties n'a été payée à l'expert indépendant / au Gérant Unique de chaque Société Fusionnante.

12. A partir de la Date Effective de la Fusion, l'ensemble de l'actif et du passif de la Société Absorbée sera considéré comme transféré à la Société Absorbante, et d'un point de vue comptable, les opérations de la Société Absorbée seront considérées comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante à partir du 30 juin 2015.

13. Conformément à l'article 263 de la Loi, la Fusion doit être approuvée par l'assemblée générale des associés de chaque Société Fusionnante et le cas échéant, par les assemblées des détenteurs de titres autres que les parts sociales.

14. La Fusion produira ses effets et aura les effets prévus à l'article 274 de la Loi dès que les assemblées générales des associés de la Société Absorbante et de la Société Absorbée l'auront approuvée.

15. A partir de la date Effective, les nouvelles parts sociales participeront aux résultats de la Société Absorbante.

16. La Société Absorbante accomplira elle-même toutes les formalités, y compris les publications prescrites par la loi, qui sont nécessaires ou utiles pour la prise d'effet de la Fusion et le transfert et la cession de l'ensemble de l'actif et du passif de la Société Absorbée.

17. Dans la mesure où la loi l'exige ou il est jugé nécessaire ou utile de le faire, des documents de transfert appropriés seront signés par les Sociétés Fusionnantes pour réaliser le transfert de l'ensemble de l'actif et du passif apporté à la Société Absorbante et pour signer ces documents de transfert et cessions.

18. Sur la base des développements ci-dessus et dû au fait que les chiffres et les parités fournis dans le présent Projet de Fusion sont évalués à la date d'aujourd'hui sur une base provisoire, les Gérants Uniques des Sociétés Fusionnantes ont à tout moment le droit de procéder à des ajustements, où approprié, se rapportant aux valeurs et aux postulats considérés dans le Projet de Fusion et soumettre les chiffres révisés et les parités à l'accord des assemblées générales des associés des Sociétés Fusionnantes.

19. Les livres et documents de la Société Absorbée seront gardés au siège social de la Société Absorbante aussi longtemps que le requièrent les lois du Grand-Duché de Luxembourg.

Le présent acte est établi en langue anglaise, suivi d'une version française, et les parties décident qu'en cas de divergences entre les versions française et anglaise, la version anglaise prévaudra.

31/7/15.

Glenn Arrow II Properties S.à r.l. / Glenn Arrow Properties S.à r.l.

Represented by LDV Management III S.à r.l.

Sole Manager

Franck Ruimy

Manager

Référence de publication: 2015138165/196.

(150150317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

Sedco Capital Global Funds, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 168.687.

Suite à l'assemblée générale qui s'est tenue le 10 juin 2015, Deloitte Audit Sàrl, a été réélu comme réviseur d'entreprises et ce jusqu'à la fin de la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CREDIT SUISSE FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

Référence de publication: 2015098666/11.

(150108649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Techni-Lux Agencement S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3378 Livange, 24, rue Geespelt.

R.C.S. Luxembourg B 197.825.

STATUTS

L'an deux mille quinze, le onze juin.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

A COMPARU:

Monsieur Hocine MEDDOURI, artisan, né à Algrange (France), le 28 juin 1967, demeurant à F-57280 Maizières-lès-Metz, 9, Impasse de la Chapelle.

Lequel comparant a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle qu'il va constituer.

Titre I^{er}. Raison sociale, objet, siège, durée

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes, entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, par la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et leurs lois modificatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet principal l'exploitation d'une entreprise de construction et de génie civil de travaux d'enduit et d'étanchéité, de chapes, de façades et de travaux intérieurs.

La société est autorisée à contracter des emprunts pour son propre compte et à accorder tous cautionnements et garanties.

Elle pourra effectuer toutes activités et opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières, immobilières ou autres se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles d'en favoriser la réalisation.

Art. 3. La société prend la dénomination de "TECHNI-LUX AGENCEMENT s.à r.l."

Art. 4. Le siège social est établi à Livange.

La société pourra établir des filiales et des succursales aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. La durée de la société est illimitée.

Titre II. Capital social, apports, parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (€ 12.500.-), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (€ 125.-) chacune.

Lorsque, et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont réunies entre les mains d'un seul associé, la société sera considérée comme une société à responsabilité limitée unipersonnelle conformément à l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2 de la même loi sont d'application.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés; elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 8. La cession de parts sociales doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé.

Elle n'est opposable à la société et aux tiers qu'après avoir été notifiée à la société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Art. 9. En cas de décès d'un associé, gérant ou non gérant, la société ne sera pas dissoute et elle continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé.

L'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un quelconque des associés ne met pas fin à la société.

Art. 10. Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou un mandataire commun choisi parmi les associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Titre III. Gérance

Art. 11. La société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par l'assemblée des associés à la majorité du capital social et pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

L'acte de nomination fixera la durée de leurs fonctions et leurs pouvoirs.

Les associés pourront à tout moment décider de la même majorité la révocation du ou des gérants pour causes légitimes, ou encore pour toutes raisons quelles qu'elles soient, laissées à l'appréciation souveraine des associés moyennant observation toutefois, en dehors de la révocation pour causes légitimes, du délai de préavis fixé par le contrat d'engagement ou d'un délai de préavis de deux mois.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants ont la signature sociale et ils ont le droit d'ester en justice au nom de la société tant en demandant qu'en défendant.

Art. 12. Le décès du ou des gérants ou leur retrait, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société.

Les héritiers ou ayants-cause du ou des gérants ne peuvent en aucun cas faire apposer des scellés sur les documents et registres de la société, ni faire procéder à un inventaire judiciaire des valeurs sociales.

Titre IV. Décisions et assemblées générales

Art. 13. Les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou encore par un vote écrit sur le texte des résolutions à prendre et qui sera communiqué par lettre recommandée par la gérance aux associés.

Le vote écrit devra dans ce dernier cas être émis et envoyé à la société par les associés dans les quinze jours de la réception du texte de la résolution proposée.

Art. 14. A moins de dispositions contraires prévues par les présents statuts ou par la loi, aucune décision n'est valablement prise que pour autant qu'elle ait été adoptée par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si ce quorum n'est pas atteint à la première réunion ou lors de la consultation par écrit, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Si la société ne compte qu'un seul associé, ses décisions sont inscrites sur un registre tenu au siège social de la société.

Art. 15. Les décisions sont constatées dans un registre de délibérations tenu par la gérance au siège social et auquel seront annexées les pièces constatant les votes exprimés par écrit ainsi que les procurations.

Titre V. Exercice social, inventaires, répartition des bénéfices

Art. 16. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. Il sera dressé à la fin de l'exercice social un inventaire général de l'actif et du passif de la société et un bilan résumant cet inventaire. Chaque associé ou son mandataire muni d'une procuration écrite pourront prendre au siège social communication desdits inventaire et bilan.

Art. 18. Les produits de la société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, de tous amortissements de l'actif social et de tous comptes de provisions pour risques commerciaux ou autres, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce qu'il ait atteint le dixième du capital social.

Le solde du bénéfice sera à la disposition des associés qui décideront de son affectation ou de sa répartition.

S'il y a des pertes, elles seront supportées par tous les associés dans les proportions et jusqu'à concurrence de leurs parts sociales.

Titre VI. Dissolution, liquidation

Art. 19. En cas de dissolution anticipée, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice social commence en date de ce jour et finit le 31 décembre 2015.

Souscription et libération

Les cent (100) parts sociales sont toutes souscrites par l'associé unique Monsieur Hocine MEDDOURI, préqualifié.

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (€ 12.500.-) se trouve à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné qui le constate expressément.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à mille euros (€ 1.000.-).

Assemblée générale extraordinaire

Le comparant ci-avant désigné, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

- 1.- Monsieur Hocine MEDDOURI, préqualifié, est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée.
- 2.- La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.
- 3.- Le siège social est établi à L-3378 Livange, 24, rue Geespelt.

Le comparant déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le bénéficiaire réel de la société faisant l'objet des présentes et agir pour son propre compte et certifie que les fonds servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livrera pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Le notaire instrumentant a rendu attentif le comparant au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: MEDDOURI, A. WEBER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 17 juin 2015. Relation: 1LAC/2015/18760. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): MOLLING.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande.

Bascharage, le 24 juin 2015.

Référence de publication: 2015098718/127.

(150108433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

LaSalle Paris Office Ventures 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 459.678,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 136.544.

LPOV Holdings 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 138.052.

In the year two thousand and fifteen, on the seventh day of August.

Before us, Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, who will remain depositary of the present original deed,

THERE APPEARED:

1) LaSalle Paris Office Ventures 1 S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 136.544 (the "Absorbing Company"),

here represented by Mrs. Murielle Nya, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a resolution taken by the board of managers on 6 August 2015, and

2) LPOV Holdings 1 S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 138.052 (the "Absorbed Company" and together with the Absorbing Company, the "Merging Companies")

here represented by Mrs. Murielle Nya, previously named, by virtue of a resolution taken by the board of managers on 6 August 2015, and

The said proxies, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties have requested the officiating notary to enact the common terms of merger which the Merging Companies, acting through their board of managers, declare to draw up the following:

COMMON TERMS OF MERGER
(THE “COMMON TERMS OF MERGER”)

1. The companies involved in the merger.

- LaSalle Paris Office Ventures 1 S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 136.544, pursuant to a deed of incorporation of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 17 February 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°737 on 26 March 2008. The articles of association of the Absorbing Company were amended for the last time on 26 March 2014 pursuant to a deed of the undersigned notary Maître Jean-Joseph Wagner, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°1567 on 18 June 2014;

- LPOV Holdings 1 S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 138.052, pursuant to a deed of incorporation of the undersigned notary Maître Jean-Joseph Wagner, on 17 April 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°1205 on 17 May 2008. The articles of association of the Absorbed Company 1 have not been amended since.

2. The contemplate merger. The Absorbing Company, as absorbing company, intends to merge with and to absorb its wholly-owned subsidiary the Absorbed Company, as absorbed company, in accordance with the procedure of simplified mergers following art. 278 seq. of the law dated August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"). The boards of managers of the Absorbing Company and of the Absorbed Company have approved the merger (the “Merger”) and determined the terms set forth below on 7 August 2015.

The Merger will entail the transfer by the Absorbed Company of all their assets and liabilities to the Absorbing Company. The Absorbed Company shall be dissolved without liquidation after the completion of the Merger.

3. The surviving company pursuant to the Merger. Pursuant to the completion of the Merger, the Absorbing Company will continue to exist under the denomination of “LaSalle Paris Office Ventures 1 S.à r.l.”, a société à responsabilité limitée, existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with its registered office at 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The articles of association of the Absorbing Company will not be amended pursuant to the Merger.

4. Legal and economic context and/or consequences of the Merger.

4.1 Legal effects

The Absorbing Company will acquire, as a result of the Merger, all assets and liabilities of the Absorbed Company by way of universal transfer of title.

Any claims and debts existing as at the Effective Date (as defined under 9. below) between the Absorbing Company and the Absorbed Company are cancelled upon the completion of the Merger. As of the Effective Date, the Absorbing Company shall be subrogated to all rights and obligations of the Absorbed Company towards third parties. The rights and claims comprised in the assets of the Absorbed Company shall be transferred to the Absorbing Company with all securities, either in rem or personal, attached thereto.

As a result of the Merger, the Absorbed Company shall cease to exist and all their issued shares shall be cancelled.

There are no intellectual property rights or real estate properties in the assets of the Merging Companies, nor are there any other rights in rem.

4.2 Economic

The Merging Companies contemplate to simplify and to reduce the holding structure of the group of companies of which the Merging Companies are part.

5. Date as of which the operations of the Absorbed Company shall be treated from an accounting point of view as being carried out on behalf of the Absorbing Company. All operations and transactions of the Absorbed Company as from 1st July 2015 shall be considered for accounting purposes as having been carried out on behalf of the Absorbing Company.

The financial data of the Absorbed Company will be included in the accounts of the Absorbing Company as from such date; assets and liabilities will be included at their fair market value.

6. Special rights. None of the shareholders or members of any of the Merging Companies has any special rights therein. There are no securities issued other than the shares of the Merging Companies.

7. Special advantages to any members of the board of managers of the Merging Companies. No special advantages will be granted to any members of the board of managers of the Merging Companies.

8. Information regarding the Merger. These Common Terms of Merger shall be published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations at least one (1) month prior to the Effective Date (as defined under 9 below).

All shareholders of the Merging Companies have waived their right to have interim accounts drawn up by the board of managers of the Merging Companies.

One or more shareholders of the Absorbing Company holding at least 5% of the shares in the subscribed capital of the Absorbing Company, are entitled to require the convening of a general meeting of the absorbing company to decide on the approval of the Merger (the "EGM") prior to the Effective Date.

The following documents shall be held available for inspection by the shareholders of each of the Merging Companies at their registered office at least one (1) month prior to the Effective Date:

- a) the Common Terms of Merger;
- b) the annual accounts and the management reports for the financial years ending on 31 December 2012, 2013 and 2014 of each of the Merging Companies.

9. Effective Date of the Merger. The Merger shall become effective between the relevant parties one (1) month after the publication of these Common Terms of Merger in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Effective Date"), unless an EGM has been required by one or more shareholders of the Absorbing Company pursuant to 8 above.

The Merger shall become effective, towards third-parties, upon the publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of a certificate of a Luxembourg notary confirming that the conditions for the Merger to become effective are fulfilled.

10. Creditor's rights. Creditors of the Merging Companies, whose claims predate the Effective Date, notwithstanding any agreement to the contrary, may apply, within two (2) months of the Effective Date, to the judge presiding the chamber of the Tribunal d'Arrondissement dealing with commercial matters in the district in which the registered office of the debtor company is located and sitting as in commercial and urgent matters, to obtain adequate safeguards of collateral for any matured or unmatured debts, where they can be credibly demonstrate that due to the Merger, the satisfaction of their claims is at stake and that no adequate safeguards have been obtained from the company. The president of such chamber shall reject the application if the creditor is already in possession of adequate safeguards or if such safeguards are unnecessary, having regard to the financial situation of the company after the Merger. The debtor company may cause the application to be turned down by paying the creditor, even if it is a term debt.

If the safeguards are not provided within the time limit prescribed, the debt shall immediately fall due.

11. Mandates of the managers of the Absorbed Company. The mandates of the current managers of the Absorbed Company will come to an end as of the Effective Date and it is suggested that full discharge shall be granted to the managers of the Absorbed Company for the exercise of their mandates at the occasion of the first annual general meeting of the Absorbing Company following the effectiveness of the Merger.

12. Books and records of the Absorbed Company. The books and records of the Absorbed Company will be kept at the registered office of the Absorbing Company for the period provided by law.

13. Costs. The expenses, costs, fees and charges resulting from the Merger shall be borne by the Absorbing Company.

In accordance with the provisions of article 271(2) of the Law, the undersigned notary hereby certifies the existence and legality of the Common Terms of Merger and of all acts, documents and formalities incumbent upon the Merging Companies pursuant to the Law.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day mentioned at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède.

L'an deux mille quinze, le septième jour du mois d'août,

Par-devant nous, Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, lequel dernier nommé restera dépositaire de l'original de la présente minute.

ONT COMPARU:

1. LaSalle Paris Office Ventures 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 136.544 (la «Société Absorbante»),

ici représentée par Madame Murielle Nya, maître en droit, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une résolution adoptée par le conseil de gérance le 6 août 2015, et

2. LPOV Holdings 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 138.052 (la «Société Absorbée» et ensemble avec la Société Absorbante, les «Sociétés Fusionnantes»),

ici représentée par Madame Murielle Nya, prénommée, en vertu d'une résolution adoptée par le conseil de gérance le 6 août 2015, et

Lesdites procurations paraphées ne varient par le mandataire des parties comparantes et le notaire resteront annexés au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquelles parties comparantes ont requis le notaire instrumentant d'acter le projet commun de fusion que les Sociétés Fusionnantes, agissant par leurs conseils de gérance, déclarent établir comme suit:

**PROJET COMMUN DE FUSION
(LE «PROJET COMMUN DE FUSION»)**

1. Les sociétés impliquées dans la fusion.

(i) LaSalle Paris Office Ventures 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 136.544, constituée suivant acte de constitution reçu par Maître Gérard LECUIT, en date du 17 février 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 773, le 26 mars 2008. Les statuts de la Société Absorbante ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire soussigné Maître Jean-Joseph WAGNER, en date du 26 mars 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1567, le 18 juin 2014.

(ii) LPOV Holdings 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 138.052, constituée suivant acte de constitution reçu par le notaire soussigné Maître Jean-Joseph WAGNER, en date du 17 février 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1205, le 17 mai 2008. Les statuts de la Société Absorbée n'ont pas été modifiés depuis lors.

2. La fusion envisagée. La Société Absorbante, en tant que société absorbante, envisage de fusionner avec et d'absorber sa filiale entièrement détenue, la Société Absorbée, en tant que société absorbée conformément à la procédure des fusions simplifiées suivant l'article 278 et s. de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée (la «Loi»). Les conseils de gérance de la Société Absorbante et de la Société Absorbée ont approuvé la fusion (la «Fusion») et ont déterminé les conditions énoncées ci-dessous le 7 août 2015.

La Fusion entraîne le transfert par la Société Absorbée de l'ensemble de son patrimoine actif et passif à la Société Absorbante. La Société Absorbée sera dissoute sans liquidation après la réalisation de la Fusion.

3. La société survivante issue de la Fusion. A la suite de la réalisation de la Fusion, la Société Absorbante continuera d'exister sous la dénomination «LaSalle Paris Office Ventures 1 S.à r.l.», en tant que société à responsabilité limitée, existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Les statuts de la Société Absorbante ne seront pas modifiés dans le cadre de la Fusion.

4. Contexte juridique et économique et/ou conséquences de la Fusion.

4.1. Contexte juridique

La Société Absorbante va acquérir, du fait de la Fusion à laquelle elle participe en cette qualité, l'ensemble du patrimoine actif et passif de la société absorbée par voie de transmission universelle de biens.

L'ensemble des obligations et des dettes existant à la Date de Réalisation (telle que définie au point 9 ci-dessous) entre la Société Absorbante et la Société Absorbée seront annulées dès la réalisation de la Fusion. A compter de la Date de Réalisation, la Société Absorbante sera subrogée, à l'égard des tiers, dans l'ensemble des droits et obligations de la Société Absorbée. Les droits et créances compris dans l'actif de la Société Absorbée seront transférés à la Société Absorbante, avec toutes les sûretés réelles et/ou personnelles qui les grèvent.

A la suite de la Fusion, la Société Absorbée cessera d'exister et toutes leurs parts sociales émises seront annulées.

Le patrimoine des Sociétés Fusionnantes ne contient aucun droit de propriété intellectuelle ou de propriétés foncières, ni aucun droit réel.

4.2. Contexte économique

La finalité de la Fusion envisagée est de simplifier et de réduire la structure de détention du groupe de sociétés auquel appartiennent les Sociétés Fusionnantes.

5. Date à laquelle les opérations de la Société Absorbée devront être considérées, d'un point de vue comptable, comme ayant été accomplies au nom et pour le compte de la Société Absorbante. A compter du 1^{er} juillet 2015, toutes les opérations et transactions de la Société Absorbée sont considérées, d'un point de vue comptable, comme ayant été accomplies au nom et pour le compte de la Société Absorbante.

A compter de cette date, les données financières relatives à la Société absorbée seront incluses à leur valeur de marché dans les comptes annuels de la Société Absorbante.

6. Droits spécifiques. Aucun droit spécifique n'a été constitué au bénéfice des associés ou des membres d'une des Sociétés Fusionnantes. Il n'y a d'autres titres émis que les parts sociales des Sociétés Fusionnantes.

7. Avantages spécifiques attribués à tout membre des conseils de gérance des Sociétés Fusionnantes. Aucun avantage particulier ne sera attribué à tout membre des conseils de gérance des Sociétés Fusionnantes.

8. Informations relatives à la Fusion. Le présent Projet Commun de Fusion sera publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations au moins un (1) mois avant la Date de Réalisation (telle que définie au point 9 ci-dessous).

Chaque associé des Sociétés Fusionnantes a renoncé à son droit de recevoir des états comptables intérimaires rédigés par le conseil de gérance des Sociétés Fusionnantes concernées.

Un ou plusieurs associés de la Société Absorbante, détenant au moins 5% des parts sociales du capital souscrit de la Société Absorbante, a/ont le droit de requérir la convocation d'une assemblée générale de la société absorbante concernée, appelée à se prononcer sur l'approbation de la Fusion (l'«AGE») antérieurement à la Date de Réalisation. Une telle assemblée devra, le cas échéant, être convoquée de façon à être tenue dans le délai d'un (1) mois à compter de cette réquisition.

Les documents suivants sont mis à la disposition pour inspection des associés de chacune des Sociétés Fusionnantes au siège social de celles-ci au moins un (1) mois avant la Date de Réalisation:

- a) le Projet de Fusion;
- b) les comptes sociaux annuels et les rapports de gestion des exercices comptables se terminant le 31 décembre 2012, 2013 et 2014 de chacune des Sociétés Fusionnantes.

9. Date de Réalisation de la Fusion. La Fusion sera effective entre les parties concernées à l'expiration d'un délai d'un (1) mois après la publication du présent Projet Commun de Fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la «Date de Réalisation»), à moins qu'une AGE n'ait été convoquée suite à la réquisition d'un ou plusieurs associés de la Société Absorbante conformément au point 8 ci-dessus.

La Fusion sera effective, à l'égard des tiers, dès la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations d'un certificat d'un notaire confirmant que les conditions d'effectivité de la Fusion sont remplies.

10. Droit des créanciers. Les créanciers des Sociétés Fusionnantes, dont les créances sont antérieures à la Date de Réalisation, nonobstant toute convention contraire, peuvent, dans les deux (2) mois de cette Date de Réalisation, demander au magistrat président la chambre du Tribunal d'Arrondissement, dans le ressort duquel la société débitrice a son siège social, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, la constitution de sûretés pour des créances échues ou non échues au cas où ils peuvent démontrer de manière crédible que la Fusion constitue un risque pour l'exercice de leurs droits et que ladite société ne leur a pas fourni de garanties adéquates. Le président de la prédite chambre rejettera cette demande, si le créancier dispose déjà de garanties adéquates ou si celles-ci ne sont pas nécessaires, compte tenu de la situation financière de la société après la Fusion. La société débitrice peut écarter cette demande en payant le créancier, même si la créance est à terme.

Si les sûretés ne sont pas fournies dans le délai fixé, la créance devient immédiatement exigible.

11. Mandats des gérants de la Société Absorbée. Il sera mis un terme aux mandats des gérants actuels de la Société Absorbée à la Date de Réalisation et il est suggéré que décharge intégrale sera accordée aux gérants de la Société Absorbée pour l'exercice de leur mandat, à l'occasion de la première assemblée générale annuelle de la Société Absorbante suite à la prise d'effet de la Fusion.

12. Documents et registres sociaux de la Société Absorbée. Les documents et registres sociaux de la Société Absorbée seront conservés au siège social de la Société Absorbante pendant la période prévue par la loi.

13. Coûts. Les dépenses, coûts, frais et charges résultant de la Fusion seront assumés par la Société Absorbante.

Conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la Loi, le notaire soussigné atteste par les présentes l'existence et la légalité du Projet Commun de Fusion et de tous les actes, documents et formalités incombant aux Sociétés Fusionnantes conformément à la Loi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes parties comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Après lecture faite au mandataire des parties comparantes, connu du notaire soussigné par nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire des parties comparantes a signé le présent acte ensemble avec le notaire.

Signé: M. NYA, C. WERSANDT.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 10 août 2015. Relation: EAC/2015/18698. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015138265/251.

(150149812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

Les Lingeries Classiques, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4210 Esch-sur-Alzette, 30, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 57.404.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Helmsange, le 16 juin 2015.

Référence de publication: 2015092295/10.

(150103710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Twintec International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8821 Koetschette, rue de Martelange - Zone Industrielle du Riesenhaff.

R.C.S. Luxembourg B 97.783.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

TWINTEC INTERNATIONAL SA

Référence de publication: 2015098723/11.

(150108158) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

LYXOR Synopsis Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 28-32, place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 82.488.

In the year two thousand fifteen, on the ninth of July,

Before Maître Joëlle Baden, notary, residing in Luxembourg,

Is held

An extraordinary general meeting of the shareholders of "LYXOR Synopsis Fund", a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital (société d'investissement à capital variable) having its registered office in L-1616 Luxembourg, 28-32, Place de la gare, recorded in the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 82.488, incorporated pursuant to a notarial deed dated 20 June 2001, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 557 of 21 July 2001 (the "Company").

The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary dated 29 April 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1550 of 28 June 2013.

The meeting was opened at 9.00 a.m. with Mrs Hélène SUBTIL, employee, residing professionally in Luxembourg, in the chair,

who appointed as secretary Mrs Karine NARDINI, employee, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mr Benjamin POUJOL, employee, residing professionally in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. The general meeting has been convened by registered mail sent to all the shareholders on 9th June 2015 and by notices published:

a) in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations:

- number 1439 of 9th June 2015,

- number 1564 of 24th June 2015,

b) in the Luxemburger Wort:

- of 9th June 2015,

- of 24th June 2015,

c) in the Tageblatt:

- of 9th June 2015,

- of 24th June 2015.

II. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Approval of main amendments of the Articles of Association in compliance with the AIFM Directive as follows:

- 1) Amendment of Article 1 “Denomination” in order to inter alia refer to the Luxembourg Law dated July 12, 2013 on alternative investment fund managers;
- 2) Amendment of Article 8 “Form of the Shares” in order to use the new terminology on “Depositary” instead of “Custody”;
- 3) Amendment of Article 11 “Net Asset Value” in order to use the terms “depositary fees” instead of “custodian fees” and introduce the new terminology of “Depositary”;
- 4) Addition of Article 30 “Preferential Treatment of the Shareholders”;
- 5) General rewording of Article 32 (formerly Article 31) “Depositary and other contractual parties”;

2. Approval of the general renumbering of the Articles of Association following the addition of article from and to the Articles of Association.

III. The shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the present shareholders, the proxyholders of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, initialed "ne varietur" by the appearing parties, will also remain annexed to the present deed.

IV. According to the attendance list, out of 2,902,574.436 shares in issue, 98,906 shares are represented at the present meeting.

V. A first extraordinary general meeting with the same agenda had been held on 28th May 2015 where the quorum conditions in order to vote the items on the agenda were not fulfilled.

The second extraordinary general meeting can, in accordance with the provisions of article 67-1 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, validly deliberate whatever proportion of the share capital is present or represented.

As a consequence, the present extraordinary general meeting is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda regardless of the number of shares represented at the meeting.

Then the general meeting, after deliberation, took the following resolutions:

First resolution:

The general meeting resolves to amend and renumber the articles of incorporation of the Company in compliance with the AIFM Directive and therefore to amend articles 1, 8, 11, 31 and to add a new article 30 to the articles of incorporation.

Those articles will henceforth read as follows:

“ **Art. 1. Denomination.** There exists among the subscribers and all those who become owners of shares hereafter issued, a corporation in the form of a “société anonyme” qualifying as an investment company with variable share capital (“société d’investissement à capital variable”) under the name of “LYXOR Synopsis Fund” (hereinafter referred to as the “Company”).

The Company is an alternative investment fund (an «AIF») within the meaning of the directive of the European Parliament and of the Council of 8 June 2011 on alternative investment fund managers and amending Directives 2003/41/EC and 2009/65/EC and Regulations (EC) N° 1060/2009 and (EU) N° 1095/2010 and of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers, as amended from time to time (the “2013 Law”).

Art. 8. Form of the shares. The Company may issue shares of each Sub-Fund and each class of shares in both registered and bearer form.

Registered shares shall be materialized by an inscription in the register of shareholders and are issued in uncertificated form with a confirmation statement, unless a share certificate is specifically requested at the time of subscription, and in such case, the subscriber will bear the risk and any additional expense arising from the issue of such certificate. Holders of certificated shares must return their share certificates, duly renounced, to the Company before conversion or redemption instructions may be effected.

If bearer shares are issued, certificates shall be issued under supervision of the Depositary in such denominations as shall be determined by the board of directors.

In the absence of a specific request for share certificates, each shareholder will receive written confirmation of the number of shares held in each Sub-Fund and in each class of shares. Upon request, a shareholder may receive without any charge, a registered certificate in respect of the shares held.

The share certificates shall be signed by two directors. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. The certificates will remain valid even if the list of authorized signatures of the Company is modified.

However, one of such signatures may be made by a person duly authorized thereto by the board of directors; in the latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the board of directors may determine.

In case a holder of bearer shares requests that rights attaching to such certificates be modified through their conversion into certificates with different denominations, such shareholder shall bear the cost of such conversion.

The register of shareholders shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company. Such register of shareholders shall set forth the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number of shares held by him, the class of each such share within the relevant Sub-Fund, the amounts paid for each such share, the transfer of shares and the dates of such transfers. The inscription in the register of shareholders is conclusive evidence of ownership. The Company treats the registered owner of a share as the absolute and beneficial owner thereof.

Every transfer of a registered share shall be entered in the register of shareholders. The transfer of a registered share shall be carried out (a) in case certificates have been issued, through the delivery to the Company of the certificate(s) representing such share, together with all transfer documents required by the Company, and (b) if no certificate(s) have been issued, by a written declaration of transfer inscribed on the register of shareholders, such declaration of transfer to be dated and signed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore.

The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Company.

The transfer of bearer shares shall be carried out by way of the delivery to the relevant holder of the corresponding share certificate(s).

Any owner of registered shares has to indicate to the Company an address to be maintained in the register of shareholders.

All notices and announcements (such as dividend distribution) of the Company given to owners of registered shares shall be validly made at such address. Any shareholder may, at any moment, request in writing amendments to his address as maintained in the register of shareholders. In case no address has been indicated by an owner of registered shares, the Company is entitled to deem that the necessary address of the shareholder is at the registered office of the Company.

The shares are issued, and share certificates if requested are delivered, only upon the acceptance of the subscription and the receipt of the subscription price under the conditions as set out in the prospectus in force.

Subject to all applicable laws and regulations, payment of the purchase price will be made in the currency in which the shares are denominated as well as in certain other currencies as may be determined from time to time by the board of directors.

Following acceptance of the subscription and receipt of the relevant purchase price, rights in the subscribed shares shall be vested in the subscriber and, following his request, he shall forthwith receive final shares certificates in registered form.

The payment of dividends shall be carried out as regards registered shares at the address of the relevant shareholder recorded in the register of shareholders.

The Company will recognise only one holder in respect of each share in the Company. If payment made by any subscriber results in the entitlement to a fraction of a share, the subscriber shall not be entitled to vote in respect of such fraction, but shall, to the extent the Company shall determine as to the calculation of fractions, be entitled to dividends on a pro-rata basis. In the event of joint ownership, the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

Art. 11. Net asset value. The net asset value per share of each class of shares within each Sub-Fund and the subscription, redemption and conversion price of shares shall be calculated periodically by the Company or any agent appointed thereto by the Company, but in any case not less than once a month, as the board of directors may determine (every such day for determination of the net asset value being referred to herein as the “Valuation Day”) on the basis of the last available closing prices. If such day falls on a (legal or bank) holiday in Luxembourg, then the Valuation Day shall be the first succeeding full bank business day in Luxembourg. The determined date and frequency shall be specified in the prospectus.

The net asset value per share of each class of shares within each Sub-Fund shall be expressed in the pricing currency (as defined in the prospectus) of the relevant class of shares or Sub-Fund and shall be determined as of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company allocable to each class of shares, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities allocable to such class of shares on any such Valuation Day, by the total number of shares in the relevant class when outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below on any Valuation Day.

If since the close of business, there has been a material change in the quotations on the markets on which a substantial portion of the Company’s investments are dealt or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest ten thousandth of the relevant pricing currency as the board of directors shall determine.

The valuation of the net asset value per share of the different classes of shares shall be made in the following manner:

a) The assets of the Company shall be deemed to include:

- 1) all cash on hand or receivable or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);

3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, units or shares of Undertakings of Collective Investments (“UCI”), subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (i) below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);

4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;

5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;

6) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off;

7) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

i) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends, interest declared or accrued and not yet received, all of which are deemed to be the full amount thereof unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof;

ii) The value of securities, instruments and any financial assets listed or dealt in on any stock exchange or any other regulated market (hereinafter referred to as a “regulated market”) will be valued at their last available closing or settlement prices in the relevant market prior to the time of valuation, or any other price deemed appropriate by the board of directors;

iii) in the event that the last available closing price does not, in the opinion of the directors, truly reflect the fair market value of the relevant securities, the value of such securities will be defined by the board of directors based on the reasonably foreseeable sales proceeds determined prudently and in good faith;

iv) securities and any financial asset not listed or traded on a stock exchange or not dealt on another regulated market will be valued on the basis of the probable sales proceeds determined prudently and in good faith by the directors;

v) the liquidating value of forward or options contracts not traded on exchanges or on other regulated markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established prudently and in good faith by the directors, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward or options contracts traded on exchanges or on other regulated markets shall be based upon the last available closing or settlement prices of these contracts on stock exchanges and regulated markets on which the particular futures, forward or options contracts are traded by the Company; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the directors may deem fair and reasonable.

vi) The value of money market instruments with a remaining maturity of 90 days or less will be valued by the amortised cost method, which approximates market value. Under this valuation method, the relevant Sub-Fund’s investments are valued at their acquisition cost as adjusted for amortisation of premium or accretion of discount rather than at market value.

vii) Units or shares of an open-ended UCI will be valued at their last determined and available official net asset value, as reported or provided by such UCI or its agents, or at their last unofficial net asset values (i.e. estimates of net asset values) if more recent than their last official net asset values, provided that due diligence has been carried out by the investment manager, in accordance with instructions and under the overall control and responsibility of the board of directors, as to the reliability of such unofficial net asset values. The net asset value calculated on the basis of unofficial net asset values of the target UCI may differ from the net asset value which would have been calculated, on the relevant Valuation Day, on the basis of the official net asset values determined by the administrative agents of the target UCI. The net asset value is final and binding notwithstanding any different later determination. Units or shares of a closed-ended UCI will be valued in accordance with the valuation rules set out in items (ii), (iii) and (iv) above;

viii) Interest rate swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable interest rates curve.

ix) Investments in other UCIs will be valued on the basis of the last available prices of the units or shares of such UCIs.

x) All other securities and other assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the board of directors of the Company.

Assets or liabilities denominated in a currency other than that in which the relevant net asset value will be expressed, will be converted Valuation Day at the relevant foreign currency spot rate on the relevant Valuation Day.

The board of directors of the Company, in its discretion, may permit some other method of valuation if it considers that such valuation better reflects the fair realization value of any asset held by a Sub-Fund.

For the purpose of determining the value of the Company’s assets, the administrative agent, having due regards to the standard of care and due diligence in this respect, may, when calculating the net asset value, completely and exclusively rely, unless there is manifest error or negligence on its part, upon the valuations provided (i) by various pricing sources available on the market such as pricing agencies (i.e., Bloomberg, Reuters) or fund administrators, (ii) by prime brokers and brokers, or (iii) by (a) specialist(s) duly authorized to that effect by the board of directors. Finally, in the case no prices

are found or when the valuation may not correctly be assessed, the administrative agent may rely upon the valuation provided by the board of directors.

In circumstances where (i) one or more pricing sources fails to provide valuations to the administrative agent, which could have a significant impact on the net asset value, or where (ii) the value of any asset(s) may not be determined as rapidly and accurately as required, the administrative agent is authorized to postpone the net asset value calculation and as a result may be unable to determine subscription and redemption prices. The board of directors shall be informed immediately by the administrative agent should this situation arise. The board of directors may then decide to suspend the calculation of the net asset value in accordance with the procedures described in Article 13 below.

Adequate provisions will be made, Sub-Fund by Sub-Fund, for expenses to be borne by each of the Company's Sub-Fund's and off-balance sheet commitments may possibly be taken into account on the basis of fair and prudent criteria.

The value of all assets and liabilities not expressed in the base currency of a Sub-Fund will be converted into the base currency of such Sub-Fund at the rate of exchange on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the board of directors.

The board of directors, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

b) The liabilities of the Company shall be deemed to include:

i) all loans, bills and accounts payable;

ii) all accrued or payable administrative expenses (including the costs of its constitution and registration with regulatory authorities, as well as legal fees, audit fees, advisory fees, global management fees, distribution fees, depositary fees, administrative agent fees, registrar and transfer agent fees, nominee, the cost of legal publications, prospectus, financial reports and other documents made available to shareholders, translation expenses and generally any other expenses arising from the administration and the marketing and other third party fees);

iii) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payment of money or property, including the amount of all dividends declared by the Company but not yet paid out;

iv) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves, if any, authorised and approved by the board of directors, in particular those that have been set aside for a possible depreciation of the investments of the Company; and

v) all other liabilities of the relevant Sub-Fund and the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares of the relevant Sub-Fund.

In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise formation expenses, fees payable to its directors (including all reasonable out of pocket expenses), investment advisors or investment managers, accountants, depositary and paying agent, administrative, corporate and domiciliary agent, registrars and transfer agent and permanent representatives in places of registration, nominees and any other agent employed by the Company, fees for legal and auditing services, cost of any proposed listings, maintaining such listings, promotion, printing, reporting and publishing expenses (including reasonable marketing and advertising expenses and costs of preparing, translating and printing in different languages) of prospectus, explanatory memoranda or registration statements, annual reports and semi-annual reports, taxes or governmental and regulatory authority charges, insurance costs and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

III. The assets shall be allocated as follows:

The board of directors shall establish a Sub-Fund in respect of each class of shares and may establish a Sub-Fund in respect of two or more classes of shares in the following manner:

a) If two or more classes of shares relate to one Sub-Fund, the assets attributable to such classes shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned. Within a Sub-Fund, classes of shares may be defined from time to time by the board of directors so as to correspond to (i) a specific distribution policy, such as distribution shares or capitalisation shares and/or (ii) a specific sales and redemption charge structure and/or (iii) a specific management or advisory fee structure, and/or (iv) a specific distribution fee structure, and/or (v) a specific currency, and/or (vi) different minimum investment requirements, and/or (vii) the use of different hedging techniques in order to protect in the base currency of the relevant Sub-Fund the assets and returns quoted in the currency of the relevant class of shares against long-term movements of their currency of quotation; and/or (viii) any other specific features applicable to one class.

b) The proceeds to be received from the issue of shares of a class shall be applied in the books of the Company to the Sub-Fund established for that class of shares, and the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Sub-Fund attributable to the class of shares to be issued, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable to such class or classes shall be applied to the corresponding Sub-Fund subject to the provisions of this Article.

c) Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same Sub-Fund as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant Sub-Fund.

d) Where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund.

e) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular class of shares, such asset or liability shall be allocated to all the classes of shares pro rata to the net asset values of the relevant classes of shares or in such other manner as determined by the board of directors acting in good faith. Each Sub-Fund shall only be responsible for the liabilities which are attributable to such Sub-Fund.

f) Upon the payment of distributions to the holders of any class of shares, the net asset value of such class of shares shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the board of directors or by any bank, company or other organization which the board of directors may appoint for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

IV. For the purpose of this Article:

1) shares of the Company to be redeemed under Article 12 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the board of directors on the Valuation Day on which such redemption is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

2) shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the board of directors on the Valuation Day on which such issue is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the base currency of the relevant Sub-Fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force on the relevant Valuation Day; and

4) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Company.

Art. 30. Preferential treatment of the Shareholders. Subject to the respect of the principle of equal treatment of the shareholders, the board of directors or appointed alternative investment fund manager may enter into arrangements with certain shareholders that have the effect of altering or supplementing the terms of such shareholder's investments in the Company, including, without limitation, arrangements with respect to access to specific information and waivers or reductions of the subscription or redemption charges.

The board of directors shall ensure that preferential treatment granted to a shareholder will not result in an overall material disadvantage to other shareholders, as further disclosed in the Company's sales document.

Art. 32. Depositary and other contractual parties. (formerly article 31) The Company shall enter into service agreements with other contractual parties, for example an administrative, corporate and domiciliary agent to fulfil the role of "administration centrale" as defined in the Institut Monétaire Luxembourgeois Circular 91/75 of 21 January 1991, or any ulterior circular issued by prescription of the Luxembourg regulatory authority.

The Company shall enter into a depositary agreement with a bank or saving institution as defined by the law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended (hereinafter referred to as the "Depositary"). The Depositary shall satisfy the requirements of the Luxembourg law dated 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as may be amended from time to time and of the 2013 Law, as may be amended from time to time. All assets of the Company are to be held by or to the order of the Depositary who shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by law.

In the event of the Depositary desiring to retire, the board of directors shall use its best endeavours to find another bank to be successor depositary in place of the retiring Depositary within two months of the effectiveness of such retirement and the board of directors shall appoint such bank as Depositary.

The board of directors may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed in accordance with these provisions to act in the place thereof.

Where the law of a third country requires that certain financial instruments be held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements under the 2013 Law, the Company or the appointed alternative investment fund manager shall be expressly authorized to discharge in writing the Depositary from its liability with respect to the custody of such financial instruments to the extent it has been instructed by the Company or the alternative investment fund manager to delegate the custody of such financial instruments to such local entity, and provided that the conditions of article 19 (14) of the 2013 Law are met."

There being no further items on the agenda, the meeting is closed.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, in the office of the undersigned notary, at the date named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the appearers, the present deed is worded in English.

This deed having been read to the appearing persons, said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Signé: H. SUBTIL, K. NARDINI, B. POUJOL et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 13 juillet 2015. 1LAC/2015/21845. Reçu soixante-quinze euros € 75,-

Le Receveur (signé): MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Référence de publication: 2015130827/333.

(150141224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2015.

Kensington UK Office Propco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 197.645.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the fifth day of the month of June.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Kensington UK Holdco S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of fifteen thousand Pounds Sterling (GBP 15,000) and in the process of being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg,

represented by Maître Ségolène Le Marec, maître en droit professionally residing in Luxembourg pursuant to a proxy which shall be registered together with the present deed.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company “Kensington UK Office Propco S.à r.l.” (société à responsabilité limitée) which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name “Kensington UK Office Propco S.à r.l.” (the “Company”) is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees (including up-stream and side-stream guarantees), grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documen-

tation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at fifteen thousand Pounds Sterling (GBP 15,000) represented by seven hundred fifty (750) shares with a nominal value of twenty Pounds Sterling (GBP 20) each.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three

quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Transitory disposition

The first accounting year shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2015.

Subscription and payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up in cash the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price
Kensington UK Holdco S.à r.l.	750	GBP 15,000
Total	750	GBP 15,000

Evidence of the payment of the total subscription price has been shown to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

Extraordinary general meeting

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at: 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.
2. The following person is appointed manager of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company:
 - BRE/Management 8 S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 195.140.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg on the day before mentioned.

The document having been read to the appearing party, who requested that the deed should be documented in English, the said appearing party signed the present original deed together with the notary, having personal knowledge of the English

language. The present deed, worded in English, is followed by a translation into German. In case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, the said appearing party signed together with the notary the present deed.

Folgt die Deutsche Übersetzung des Vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am fünften Tag des Monats Juni,

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Cosita DELVAUX, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, ist erschienen,

Kensington UK Holdco S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, deren Gesellschaftskapital fünfzehntausend Pfund Sterling (GBP 15.000) beträgt, und die dabei ist im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg eingetragen zu werden,

hier vertreten durch Maître Ségolène Le Marec, maître en droit, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht welche vorliegender Urkunde beigelegt ist um mit dieser bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden.

Die erschienene Partei hat in ihrer vorgenannten Eigenschaft den unterzeichnenden Notar ersucht, die Gründungssatzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) "Kensington UK Office Propco S.à r.l." wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Gesellschaftsname. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "Kensington UK Office Propco S.à r.l." (die "Gesellschaft") wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben (einschließlich up-stream als auch side-stream Bürgschaften), Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder -Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf fünfzehntausend Pfund Sterling (GBP 15.000), eingeteilt in siebenhundertfünfzig (750) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je zwanzig Pfund Sterling (GBP 20).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine anderen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

Art. 6. Übertragung der Anteile. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.

Art. 7. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gut-zuheißen.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratssitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen

einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

Art. 8. Haftung der Geschäftsführung. Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder

(iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzuzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Art. 10. Gesellschafterversammlungen. Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer

zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

Art. 11. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Jahres.

Art. 12. Jahresabschluss. Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 13. Gewinnverwendung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

Art. 14. Auflösung. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

Art. 15. Alleingesellschafter. Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u.a. Anwendung.

Art. 16. Anwendbares Recht. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt, wird am 31. Dezember 2015 enden.

Zeichnung und Zahlung

Nach dem die erschienene Partei die Gründungssatzung erstellt hat, hat sie das gesamte Gesellschaftskapital wie folgt in bar eingezahlt und gezeichnet:

Einzahler	Zahl der Geschäftsanteile	Einzahlungspreis
Kensington UK Holdco S.à r.l.	750	GBP 15.000
Summe	750	GBP 15.000

Ein Beleg für die vollständige Einzahlung der Geschäftsanteile wurde dem unterzeichneten Notar vorgelegt.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Gesellschaftsgründung entstehen, werden auf ungefähr EUR 1.500,- geschätzt.

Außerordentliche Beschlüsse des Gesellschafters

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft hat der Alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

- Sitz der Gesellschaft ist in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg.
- Die folgende Person wird für einen unbeschränkten Zeitraum zum Geschäftsführer der Gesellschaft mit der in der Satzung der Gesellschaft beschriebenen Unterschriftsbefugnis ernannt:
 - BRE/Management 8 S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 35, avenue Monterey, L-2163 Luxemburg und eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 195.140.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der oben erschienenen Partei, die vorliegende Urkunde in English abgefasst wird, gefolgt von einer deutschen Übersetzung.

Auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die erschienene Partei die dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt, hat dieselbe zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: S. LE MAREC, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 09 juin 2015. Relation: 1LAC/2015/17888. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 16. Juni 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015092246/451.

(150103493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Cockspur S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 39.867.

L'an deux mille quinze, le douzième jour du mois de juin;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signé;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'“Assemblée”) de “Cockspur S.A., SPF”, une société anonyme, qualifiée comme société de gestion de patrimoine familial, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, établie et ayant son siège social à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 39867, (la “Société”), originellement constituée sous la dénomination de “COCKSPUR HOLDING S.A.”, suivant acte reçu par Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 17 mars 1992, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 374 du 1^{er} septembre 1992,

et dont les statuts (les “Statuts”) ont été modifiés suivant actes reçus par:

- ledit notaire Emile SCHLESSER, en date du 10 décembre 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 686 du 3 mai 2002;

- Maître Joseph ELVINGER, notaire alors de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 17 décembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 542 du 23 mars 2011, contenant notamment la transformation de la Société en une société de gestion de patrimoine familial (“SPF”) ainsi que l'adoption par la Société de sa dénomination actuelle.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Amaury LUDES, employé privé, demeurant professionnellement au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

Le Président désigne Madame Françoise DUMONT, employée privée, demeurant professionnellement au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg, comme secrétaire.

L'Assemblée choisit Madame Sophia GURY, employée privée, demeurant professionnellement au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg, comme scrutatrice.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

A) Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Décision de prononcer la dissolution anticipée de la société avec effet immédiat et sa mise en liquidation;
2. Désignation d'un liquidateur et détermination de ses prérogatives;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes jusqu'au jour de la liquidation;
4. Divers.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre de actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées “ne varietur” par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que le droit de vote attaché aux mille cinq cent quatre-vingt-deux (1.582) actions propres de la Société est suspendu.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide avec effet immédiat de procéder à la liquidation de la Société et de la mettre en liquidation volontaire.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de nommer la société à responsabilité limitée “Merlis S.à r.l.”, établie et ayant son siège social à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 111320, en tant que liquidateur (le “Liquidateur”) de la Société.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de conférer au Liquidateur les pouvoirs les plus étendus, prévus par les articles 144 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée (la “Loi”).

L'Assemblée décide également d'instruire le Liquidateur, dans la limite de ses capacités et selon les circonstances, afin qu'il réalise l'ensemble des actifs et solde les dettes de la Société.

L'Assemblée décide que le Liquidateur sera autorisé à signer tous actes et effectuer toutes opérations au nom de la Société, y compris les actes et opérations stipulés dans l'article 145 de la Loi, sans autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires. Le Liquidateur pourra déléguer ses pouvoirs pour des opérations spécifiques ou d'autres tâches à une ou plusieurs personnes ou entités, tout en conservant seul la responsabilité des opérations et tâches ainsi déléguées.

L'Assemblée décide également de conférer pouvoir et autorité au Liquidateur, pour le compte de la Société en liquidation, afin qu'il exécute, délivre, et effectue toutes obligations relatives à tout contrat ou document requis pour la liquidation de la Société et à la liquidation de ses actifs.

L'Assemblée décide en outre de conférer pouvoir et autorité au Liquidateur afin d'effectuer, à sa discrétion, tous versements d'avances en numéraire ou en nature des boni de liquidation aux actionnaires de la Société, conformément à l'article 148 de la Loi.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide d'accorder décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la Société pour l'exercice de leurs mandats respectifs jusqu'à la date des présentes.

L'Assemblée décide de reconnaître, approuver, ratifier et reprendre au compte de la Société tous les actes pris par les administrateurs de la Société pour la période débutant à la date de constitution de la Société et se terminant à ce jour et de renoncer à son droit d'exercer tout recours à l'encontre des administrateurs résultant de leur gestion de la Société.

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et aucun des actionnaires présents ou représentés ne demandant la parole, le Président a ensuite clôturé l'Assemblée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à mille euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: A. LUDES, F. DUMONT, S. GURY, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 16 juin 2015. 2LAC/2015/13354. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 18 juin 2015.

Référence de publication: 2015095911/88.

(150106654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

BS Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1463 Luxembourg, 7, rue du Fort Elisabeth.

R.C.S. Luxembourg B 185.400.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 17 juin 2015

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire de la société qui s'est tenue en date du 17 juin 2015 que:

- La démission de Monsieur Jean-Louis RAIROUD a été ratifiée avec date d'effet au 24 juillet 2014;
- La nomination de Monsieur Frank HALMES, né le 30 octobre 1970 à Malmedy, demeurant professionnellement à L-1724 Luxembourg, 3b, boulevard Prince Henri, en tant qu'administrateur a été ratifiée avec date d'effet au 24 juillet 2014. Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale qui se tiendra durant l'année 2019.

Fait à Luxembourg, le 19 juin 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015099290/14.

(150109073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Gas Maritime Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 540.000,00.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 76-78, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 187.038.

—
EXTRAIT

En conséquence des résolutions écrites des associés de la Société et en conséquence d'un contrat de transfert des parts sociales du 22 décembre 2014:

1) ESCF Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 76 - 78, route de Merl, L-2146 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (anciennement: 296-298, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg), ayant un capital social de EUR 12.500 et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 164.087 ("ESCF Holding") détentrice de 27.718.200 parts sociales dans la Société, a transféré tous ces parts sociales à son associé unique, OHA European Strategic Credit Master Fund (Euro) L.P., une limited partnership existante sous les lois des Îles de Cayman ayant son siège social au 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Îles de Cayman et enregistrée auprès du registre de commerce des Îles de Cayman sous le numéro 48707 ("ESCF Fund") agissant sous son general partner OHA European Strategic Credit GenPar, LLC, une société régie par les lois de Delaware, ayant son siège social au 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, Etats-Unis d'Amérique et enregistrée auprès du registre des sociétés de Delaware sous le numéro 4500988, et

2) CDP ESCF Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 76 - 78, route de Merl, L-2146 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (anciennement: 296-298, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg), ayant un capital social de EUR 12.500 et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 186.815 ("CDP Holding"), détentrice de 6.928.200 parts sociales dans la Société, a transféré tous ces parts sociales à son associé unique, OHA-CDP ESCF L.P., une limited partnership existante sous les lois des Îles de Cayman ayant son siège social au 190, Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Îles de Cayman et enregistrée auprès du registre de commerce des Îles de Cayman sous le numéro WK-74117 ("CDP Fund") agissant sous son general partner OHA-CDP ESCF GenPar, LLC, une société régie par les lois de Delaware, ayant son siège social au 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, Etats-Unis d'Amérique et enregistrée auprès du registre des sociétés de Delaware sous le numéro 5496717.

Il résulte des transferts susmentionnés qu'à partir de la date susmentionnés ESCF Fund détiendrait 27.718.200 parts sociales dans la Société, divisées en 2.771.820 parts sociales de Classe A à Classe J et que CDP Fund détiendrait 6.928.200 parts sociales dans la Société, divisées en 692.820 parts sociales de Classe A à Classe J.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juin 2015.

Pour la Société

Référence de publication: 2015092105/38.

(150103378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.
